

problèmes de la pratique révolutionnaire  
**A PROPOS DES RAPPORTS PARTI - SYNDICAT**

LIRE EN PAGE 16

*Proletaires  
de tous les pays,  
peuples et nations opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 2 AU 8 OCTOBRE 1980 — N° 13

4,50 F

**La Martinique :  
une colonie  
au temps  
de Giscard**

LIRE EN PAGES 5 - 6 - 7

**Manufrance  
à l'heure suisse?**

LIRE EN PAGE 4

**Non - violence  
et style de vie :  
les ambiguïtés  
de la morale  
écologiste**

LIRE EN PAGES 11 - 12

**A propos du livre  
de Blandine  
Barret - Kriegel:  
Défendre l'Etat?**

LIRE EN PAGE 2

**IRAK - IRAN**  
**du conflit à la guerre ouverte**

LIRE EN PAGES 8 - 9 - 10



A propos de «L'Etat et les esclaves» de Blandine Barret - Kriegel

## Défendre l'Etat ?

Il est de bon ton d'attaquer aujourd'hui l'Etat, de s'en prendre à ses défauts. Renversons cette façon de penser : Réhabilitons l'Etat ! Telle est la démarche que suit Blandine Barret-Kriegel dans *L'Etat et les esclaves*. \* Comment ? De deux façons : par la défense de l'Etat et par l'attaque des thèses anti-étatistes parmi lesquelles le marxisme est visé au premier chef. On peut ainsi résumer l'ordre de son argumentation. D'abord, défense de l'Etat. C'est la première partie consacrée à «l'Etat de droit». Il s'agit essentiellement d'un historique où Barret-Kriegel étudie quelques aspects de la formation de l'Etat en France de la fin du Moyen-Age à la monarchie absolue. La seconde partie, «l'Etat despote», est la plus importante, celle dans laquelle se précise réellement son propos. Pourquoi parler d'Etat de droit ? Et à quoi s'oppose-t-il ?

### «L'Etat de droit»

Qu'entend l'auteur par «Etat de droit» ? Pour Barret-Kriegel, c'est la forme supérieure, suprême d'Etat ; elle n'en donne d'ailleurs de définition qu'abstracte, et non procédant de l'analyse de cas réels. C'est un Etat où le droit serait la seule forme de puissance, où la loi assujettirait étroitement la politique. Actuellement, remarque-t-elle, «la fonction législative est limitée à la justice.» Pour qu'il y ait «Etat de droit», il faudrait que «la politique devienne l'objet du droit et que les droits politiques soient juridifiés comme les droits individuels. Le droit doit devenir puissance et force. Faire de la politique un objet de droit, ceci n'est possible qu'à condition d'assujettir le pouvoir lui-même à la loi, de juridifier le propriétaire autant que la propriété, les puissances autant que la puissance». Sans se référer précisément à un modèle d'Etat qui aurait eu de telles caractéristiques, l'auteur fonde cependant sa définition sur un moment dans l'histoire de l'Etat en France : celui où, à la fin du Moyen-Age, les légistes édifient une notion du pouvoir politique qui ne se veut ni basée sur la force militaire, ni sur l'appropriation des hommes assimilés aux choses. Mais dans quel contexte de contradictions politiques, sociales ? Dans quelle perspective le font-ils ? Idéalisant quelque peu la période, l'auteur efface tout le contexte de crises, de ruptures qui marque la fin de la société féodale. N'est-ce pas des guerres — guerres intérieures et guerres de conquête — et de leurs besoins que naît l'Etat ? N'est-ce pas de la nécessité de prélever l'impôt pour mener à bien les guerres que naît cet appareil administratif centralisé ?

N'est-ce pas sur la répression du peuple et en particulier des révoltes paysannes que s'expérimente cet appareil d'Etat ? L'auteur n'en dit mot et établit ainsi une sorte de continuité apparente entre les idées oubliées de ces légistes et la renaissance du problème des droits de l'homme.

### L'Etat despote

Avec la deuxième partie du livre, s'ouvre la critique de «l'Etat despote», terme sous lequel l'auteur désigne à la fois les Etats fascistes de type hitlérien, la conception marxiste de l'Etat et tous les Etats s'en réclamant. Remarquons tout de suite la méthode : il ne paraît pas utile à B.Barret-Kriegel de discuter, étayer cette assimilation ; la chose paraît comme entendue, le débat dépassé. D'analyse rigoureuse, serrée des allusions à «l'économisme» ou à «la dernière instance», des clins d'œil au lecteur pour évoquer la formule maoïste «servir le peuple», voilà tout ce que nous trouvons en guise d'analyse du marxisme. L'attitude est révélatrice d'une tendance qui paraît aujourd'hui considérer comme évident, admis que le marxisme serait bon pour les oubliettes, historiquement mort. Ce qu'il faudrait précisément que l'auteur arrive à démontrer. Et c'est là que le bât blesse.

L'a-priori dont part l'auteur est le suivant : comme les juristes français ont construit la notion d'Etat de droit, les romantiques allemands auraient fondé l'Etat despote, conception reprise par Marx et qui conduit droit au goulag.

Des éléments sur lesquels s'appuie B.Barret-Kriegel, on peut dégager trois principaux arguments.

### Marx romantique

Premier argument : la filiation de Marx et des romantiques allemands. Sur quoi se fonde-t-il ? Essentiellement sur le fait que la période où ils forment leur pensée est la même. C'est celle où, contre l'Empire napoléonien français, et son code civil, ses règles étatiques, des philosophes allemands comme Fichte invoquent les lois naturelles germaniques, opposent à la notion d'Etat celle de nation, celle de force et de droit de conquête.

«Il faut que la politique devienne notre religion» proclame Feuerbach. Pour établir cette filiation, B.Barret-Kriegel affirme que jusqu'à présent, on a fait un contre-sens total dans la pensée de Marx : la démonstration est plus que rapide (quelques lignes) et voici affirmé successivement

que Marx n'a pas subi l'influence de Hegel, comme on le croit, mais celle de Feuerbach : «Marx s'est imprégné de cette religiosité» propre à Feuerbach, dit-elle. Et elle veut en donner pour preuve, écartant tout autre texte et notamment ses œuvres de maturité, une citation extraite de la *Question juive*, écrite 5 ans avant le *Manifeste Communiste* : «L'Etat est, vis-à-vis de la société civile, aussi spiritualiste que le ciel l'est vis-à-vis de la terre». Que veut dire Marx dans cette citation sinon, comme il le développera plus tard, évoquer les rapports de l'infrastructure et de la superstructure ? Curieux procédé en tout cas que celui qui consiste à aller chercher dans une de ses toutes premières œuvres, une image, sans la rapporter à ce qui fait vraiment le fond de sa pensée ? Il est pour le moins peu convaincant d'en conclure que Marx ne serait pas ce que l'on croit, en clair ne serait ni matérialiste ni dialectique. Et fonder là-dessus la filiation de Marx et des romantiques allemands ne paraît pas plus sérieux.

Pour B.Barret-Kriegel, s'il y a une négation de la politique chez Marx, c'est qu'elle n'est qu'illusion, apparence ; on pourrait s'attendre à ce que les interprétations économistes du marxisme, notamment la théorie du reflet (la politique, les idées sont un pur reflet de l'économie) soient ici à juste titre critiquées. Mais ce n'est pas le propos. L'attaque portée au marxisme est beaucoup plus indirecte : «Marx consciemment calque la division de l'Etat et de la société qui produit la politique sur la division théologique de la cité céleste et terrestre». En clair, pour l'auteur, il n'y aurait pas de politique chez Marx car sa pensée serait au fond de type religieux. Là encore, le procédé est peu convaincant. Mais l'évocation de *La Question Juive* fournit aussi à l'auteur son argument central : les droits de l'homme.

### Les droits de l'homme

«Pour les marxistes, les droits sont formels, sont un luxe inutile ou un archaïsme épuisé», affirme B.Barret-Kriegel de façon péremptoire. Là encore, le débat est considéré comme tranché avant d'être traité. Mais qu'entend-elle ici par «les marxistes» ? Peut-on considérer que l'absence des libertés démocratiques fondamentales dans les pays de l'Est et notamment en URSS, l'envoi systématique des opposants en asile psychiatrique soit un élément constituant le socialisme ? Tel est, après bien d'autres, le raisonnement implicite de l'auteur. Ainsi, l'exemple de

l'URSS sert de repoussoir au socialisme, sans que l'analyse de la nature réelle du régime en place en Union Soviétique et dans les pays de l'Est soit effectuée, sans que cet Etat soit désigné pour ce qu'il est en réalité : un Etat dominé par une nouvelle bourgeoisie, qui a dépossédé la classe ouvrière et le peuple de leurs droits de décision politique et par conséquent des moyens de l'exercer : droit d'expression, d'organisation, de réunion etc.

Mais par cette allusion aux droits de l'homme pour «les marxistes», B.Barret-Kriegel n'interpelle pas seulement ceux pour qui, en URSS, en Pologne ou Tchécoslovaquie, le bilan continue à être globalement positif et à s'appeler socialisme ; elle interpelle aussi ceux qui précisément ne croient pas à cette fatalité du goulag et cherchent à quelles conditions le socialisme peut être réellement l'expression des décisions du peuple, dans tous les domaines vitaux. Condition politique, d'abord — et elle est essentielle : c'est celle que le pouvoir soit effectivement celui du peuple et que la politique suivie réponde effectivement à ses intérêts, en soit l'expression. Mais l'exercice des droits politiques, la garantie des droits d'expression ou d'organisation, tout en étant la base essentielle de l'exercice de la démocratie socialiste ne sauraient être considérés comme les seules conditions. Il est en effet clair que sans garantie codifiée des droits individuels, notamment au niveau de la justice, les droits politiques peuvent eux-mêmes être menacés.

Ces problèmes, B.Barret-Kriegel ne les soulève pas. Le seul argument qu'elle apporte à sa thèse de l'indifférence du marxisme à l'égard des droits de l'homme, elle le cherche dans Marx (*La Question Juive*) : «Les droits de l'homme distincts du citoyen ne sont rien d'autre que les droits des membres de la société bourgeoise». B.Barret-Kriegel en conclut que puisque Marx est contre la société bourgeoise, et contre la distinction droits de l'homme/droits du citoyen, il est contre les droits de l'homme. «L'anti-juridisme de Marx ne serait pas véritablement original, s'il n'y devenait une remise en cause de la doctrine des droits de l'homme». Or quel est le raisonnement de Marx dans *La Question Juive* ? Il ne s'agit pas pour lui de nier les droits de l'individu mais de montrer que c'est le propre de la société bourgeoise d'effectuer cette séparation entre droits de l'homme et droits du citoyen. En examinant les principaux articles de la Constitution française de 1793, il montre notamment comment les droits inscrits dans ce

texte sont l'expression juridique d'une société fondée sur la propriété privée et qui a besoin contrairement à la société féodale que les hommes soient considérés comme individus séparés, libres, égaux pour être soumis au salariat. C'est donc à un dépassement des apparences contenues dans la loi bourgeoise à une restitution de son fondement (le capitalisme) que Marx se livre dans ce texte et non à une condamnation des droits de l'homme. Mais B.Barret-Kriegel n'en est pas à une approximation près lorsqu'il s'agit du marxisme.

Sont ainsi en place les principaux éléments sur lesquels l'auteur appuie sa condamnation du marxisme et les deux derniers chapitres y sont consacrés. De la prétendue filiation de Marx et des romantiques allemands, on passe à l'assimilation de leurs thèses. Ainsi, sans aucune démonstration, on voit le marxisme devenir un système où le nationalisme fait figure de force centrale de cohésion, où la guerre et la violence apparaissent comme des valeurs. De même, le marxisme lui-même dont l'auteur a cru prouver l'absence de pensée politique devient «la sécularisation d'une foi qui se donne pour une science». Enfin, de la dénonciation par Marx des illusions juridiques bourgeoises, un nouveau pas est franchi. Il y a, dit l'auteur, «déplacement des techniques d'autorité, de puissance de l'objet juridique» vers le «contrôle d'opinion», vers «la manipulation de l'opinion tenue pour l'action politique par excellence».

Utilisation de citations dénaturées, coupées de leur contexte, élimination systématique des textes centraux de Marx, assimilations de pensées sur la seule base de leur caractère contemporain, et le plus souvent vagues allusions à un marxisme qu'il ne serait même plus la peine de citer et de prendre en compte... *L'Etat et les esclaves* est typique de cette remise en cause du marxisme à laquelle on tente aujourd'hui de nous habituer.

«Etat de droit» ? ou «Etat despote» ? Telle est, pour B.Barret-Kriegel, l'alternative du monde d'aujourd'hui, celle dans laquelle elle enferme tout choix de société.

Les «esclaves» ? Il n'en est guère question. Changer de société, briser tous les mécanismes d'oppression, construire une société véritablement socialiste ? La perspective, elle aussi, en est absente, et c'est, avec le marxisme, celle que nous devons rétablir.

Annie COSSIN

\* *L'Etat et les esclaves*, Blandine Barret-Kriegel, chez Calman-Lévy

1834 licenciements chez Boussac — Saint-Frère

## Les Willot encaissent et ferment

Il y a deux ans, l'empire Boussac tombait entre les mains des frères Willot, avec la bénédiction des pouvoirs publics. A l'époque, les Willot s'étaient engagés, verbalement il est vrai, à maintenir l'emploi, en même temps que l'activité industrielle. Engagement qu'on pouvait dès ce moment mettre en doute, au vu des conditions écrites cette fois, qu'ils avaient mises à la reprise du groupe Boussac.

En deux ans, sans que cela fasse tellement de bruit, les Willot avaient déjà liquidé 4 000 emplois ! Et il y a quelques jours, lors du comité central d'entreprise de Boussac-St Frères, ils annonçaient la suppression de 1834 emplois, plusieurs centaines de mutations, et la fermeture de 7 des 24 usines de textile et d'habillement. Les mesures touchent principalement la Région du Nord - Pas-de-Calais.

ou Agache, le Pigeon Voyageur ou Cyclone. Principalement des femmes dans une région déjà très marquée par le chômage.

Les syndicats CGT et CFDT demandent aux pouvoirs publics « d'examiner de plus près les activités et les méthodes des frères Willot depuis qu'ils sont industriels ». De son côté le Ministre du Travail, Mattéoli, s'est « étonné » que le groupe Boussac-St Frères ait décidé des restructurations, « sans avoir présenté un plan social aux pouvoirs publics » ! Surprenant étonnement, quand on se souvient qu'en 1978, le rachat de l'empire Boussac, si l'on peut parler de rachat, n'avait été possible qu'à la faveur d'un accord complet du ministre de l'époque, Monory. Le gouvernement était alors bien trop pressé de mettre fin par ce moyen aux luttes engagées par les ouvriers de Boussac ! Les Frères Willot, pourtant condamnés plusieurs fois pour leurs transactions irrégulières, étaient alors présentés comme des sauveurs. Et pourtant !

mais le renflouement de leurs caisses : le contrat stipulait par exemple que les 1 800 licenciements qui accompagnaient la reprise n'étaient pas leur affaire, qu'ils n'auraient pas un centime à déboursé avant 1981 ou 1982 pour le rachat de Boussac. Par contre, ils encaissaient immédiatement entre 400 et 500 millions de nouveaux francs réalisés par la vente des stocks et le recouvrement des créances contractées par les clients de Boussac. Bien sûr, ils ne reconnaissent pas les dettes de Boussac ! Et par dessus le marché, ils obtiennent un prêt de 128 millions, à un taux inusité de 9,5 %, sans la moindre obligation d'investir un centime dans Boussac. Et l'Etat, qui était pourtant le premier créancier de Boussac avec 80 % des dettes, laissait de fait tomber tous ses intérêts ! Une belle affaire, donc, pour ces fossoyeurs, qui avaient déjà des problèmes de liquidités dans leurs affaires américaines, avec la chaîne de magasins Korwett. Le gouvernement a donc, aujourd'hui, de faire l'étonné. Ce sont encore plusieurs centaines de travailleurs qui vont en faire les frais.

### Un ministre s'étonne

Toutes les usines vont licencier, que ce soit Ted Lapidus ou la Belle Jardinière, Coframaille

### Se renflouer

A l'évidence, dès ce moment, les Willot n'avaient pas en vue la relance du groupe Boussac.

Monique CHERAN

## Elections sénatoriales

# La désunion sur le terrain électoral

L'affrontement PC-PS transformé en actes, avec un PCF qui n'hésite pas à empêcher l'élection de plusieurs candidats socialistes, tel aura été le principal fait marquant des élections sénatoriales qui se sont déroulées le 28 septembre.

Certes, les chiffres attestent d'une poussée socialiste : à l'issue d'un scrutin qui portait sur le renouvellement d'un tiers du Sénat seulement, le PS se retrouve avec 9 sénateurs supplémentaires tandis que le PCF ne parvient à garder que le seul siège qu'il détenait déjà. La progression du PS est cependant très loin de ce qu'espérait ce parti : les sénateurs étant désignés par les députés, les conseil

lers généraux de chaque département et les représentants des conseils municipaux, la poussée de la gauche aux municipales de 1977, aux législatives de 1978, voire aux cantonales de 1976 et 1979 aurait dû, logiquement, permettre un bond spectaculaire du nombre des sénateurs socialistes.

Les disputes et les mauvais reports du dimanche n'ont quant au fond rien de surprenant, si on les rapporte aux manœuvres pré-électorales. Le PCF, dès le début, avait proposé au PS une répartition proportionnelle des délégués des conseils municipaux et la présentation de certaines listes communes. Le PCF aurait ainsi pu

obtenir un gain de 6 sièges, contre 13 à 15 pour le PS.

Fort de sa position dominante dans les municipalités, le PS a refusé cette proposition, demandant simplement à ses fédérations de « faire aux autres formations de gauche des propositions d'accord pour le second tour en fonction des résultats du premier ». Sur cette base, le PS pouvait miser sur un gain de 18 à 20 sièges, contre un seul pour le PCF. Chacun cherchant à obtenir le maximum tout en réduisant les gains de l'ex-partenaire, le désaccord était inévitable.

Il s'est traduit par le fait que le PCF ne gagne rien du tout, tandis que le PS progresse deux fois moins que prévu...

Le plus triste sans doute, c'est qu'au-delà de la déception, chacun des deux partis de gauche trouve aujourd'hui dans cette semi-défaite un motif de satisfaction. Arguant du refus de ses propositions initiales, le PCF affirme « tenir la preuve de la politique de division du PS », tandis que ce dernier constate qu'il a raison de parler de « politique de la terre brûlée » à propos de l'attitude du PCF.

Dans un contexte différent, avec un suffrage universel, les huit élections législatives partielles qui vont avoir lieu dans les trois mois fourniront de nouveaux éléments sur l'état des rapports électoraux PS-PC, à l'approche des présidentielles.

## Attentats néo-nazis à Paris

Ils avaient commencé par plastrifier l'appartement d'Henri Nogues, président de la Ligue des droits de l'homme, Puis en une nuit, quatre mitraillages avaient pour cible des bâtiments appartenant aux institutions juives : la grande synagogue de la rue Victoire, une crèche juive de Montmartre, le mémorial du Martyr juif inconnu, puis l'école Lucien de Hirsh, rue Secrétan. Et deux jours après, c'est semblerait-il à bord de la même voiture, une Peugeot 104 rouge, que des néo-nazis ont récidivé, en tirant dans les vitraux de la synagogue de la rue Chasseloup-Labat.

Dès le début de ces attentats, toutes les personnalités du gouvernement et de la ville de Paris, Chirac en tête, ont bruyamment manifesté leur réprobation. Le ministre de l'Intérieur a bien sûr déclaré que tout serait mis en œuvre pour retrouver les « auteurs et les instigateurs de ces attentats, quels qu'ils soient ». On peut en douter. En tout cas, après la première nuit de mitraillages où ces apprentis nazis n'ont eu aucun problème pour perpétrer leurs

forfaits, ils ont pu recommencer deux jours après en toute impunité. Les quelques fascistes interpellés à l'occasion, au siège des « Faisceaux nationalistes européens », nouvelle mouture de la FANE, interdite récemment, ont aussitôt été relâchés. Du côté policier, on se perdait en conjectures sur les rivalités entre groupuscules néo-nazis, qui expliqueraient que tel attentat soit revendiqué par tel groupe, qui n'y serait pour rien... Toujours est-il que les agresseurs courent toujours ! De même, que les assassins de travailleurs ou de militants immigrés, qui bénéficient de l'impunité la plus totale.

Il est certain que l'ex-FANE comprenait dans ses rangs au moins un inspecteur des Renseignements généraux, aujourd'hui révoqué, Paul Durand. Certains, comme *Le Nouvel Observateur*, estiment qu'une trentaine de policiers appartiendraient à ce groupe.

Ces attentats sont intolérables. A l'indignation soulevée par les faits eux-mêmes s'ajoute le sentiment que leurs auteurs jouissent de la plus grande impunité. Ils doivent être retrouvés !

## Pologne : le syndicat libre pour le respect des accords de Gdansk



A l'occasion du dépôt des statuts du syndicat libre auprès de la Cour de Varsovie, les syndicalistes polonais ont fait une démonstration de masse (notre photo). Lundi devant le quartier général du syndicat à Gdansk une foule nombreuse a pris connaissance de l'appel lancé par le syndicat pour qu'une grève d'une heure soit observée vendredi 2 octobre pour protester contre le non-respect des engagements pris par le gouvernement d'augmenter les salaires.

Par ailleurs Petrov (pseudonyme du Comité Central du parti soviétique) écrit dans la *Pravda* : « D'un côté il y a les patriotes de la Pologne socialiste, et de l'autre les ennemis avoués ou masqués. La normalisation ne convient pas à ceux qui, en répandant des rumeurs, des idées ou des projets hostiles à la Pologne populaire souhaiterait pousser la Pologne, et pas seulement elle, hors de la voie de développement socialiste qui est la sienne. »

## La Cour de Sûreté de l'Etat frappe de plus en plus fort

Une fois encore, ce tribunal d'exception qu'est la Cour de Sûreté de l'Etat a frappé, avec une violence jamais atteinte à ce jour : lundi, Yves Stella, militant corse du FLNC, a été condamné à quinze années de prison. Une fois encore, le procès a confiné à la parodie : c'est parce qu'il est présumé — sans preuves formelles, et lui le nie — responsable du FLNC que Stella a subi la plus lourde condamnation jamais prononcée contre un militant cor-

se. L'avocat général, qui ne s'est pas embarrassé de démonstrations dans son réquisitoire, prononcé hors de la présence de l'accusé et de ses avocats, devant un public composé uniquement de militaires et de policiers, avait réclamé 20 ans de prison pour ce « commissaire politique sans guillemets ». Chaque procès justifie de plus en plus l'exigence de la suppression de cette Cour de Sûreté de l'Etat.

Abonnez - vous à *Pour le Socialisme*

20 numéros  
100 F.  
1 an :  
200 F.

# Manufrance à l'heure suisse ?

De notre correspondant à Saint-Etienne



De surprises (souvent mauvaises) en coups de théâtre, les travailleurs de Manufrance en ont assez de ne pas savoir de quoi demain sera fait ! Ils ont accueilli sans passion, en restant vigilants, l'ultime proposition de sauvetage faite par un groupe bancaire suisse jeudi 25 septembre. Ce jour-là, qui devait voir l'assemblée des actionnaires statuer sur un possible dépôt de bilan, n'aura été qu'une étape de plus dans le long chemin du personnel M.F. vers le maintien de l'emploi.

Depuis l'annonce de la réunion des actionnaires (avec à l'ordre du

jour : nouveaux investisseurs ou liquidation de bien/dépôt de bilan ?), les choses ont été très vite à Saint-Etienne.

De nouvelles perspectives ont agité le cours Fauriel (siège de Manufrance), la municipalité, la Bourse du travail et le tribunal de Commerce (où Maître Boutraud a vu défiler plus d'un «sauveur» déjà) !

D'abord Saint-Etienne a été saisie d'une nouvelle affaire municipale, suite au Conseil extraordinaire du 17 septembre qui avait refusé de démissionner (ce que la CGT lui demandait) et où les radicaux de M. Grossmann s'étaient fait chatutés par le public.

En effet, il est clairement apparu alors que ce petit groupe de radicaux (démissionnaires du MRG) avait «sa» solution pour Manufrance et qu'elle passait par le soutien à Bernard Tapie et un démantèlement de l'entreprise. Certaines manœuvres de 1978-1979 avec Bidermann sont devenues plus claires à cette occasion : ce sont bien ces mêmes conseillers radicaux qui avaient voulu l'introduire...

Enfermé dans son contrat municipal, le PCF, d'habitude si prompt à protester, est resté curieusement modéré et discret sur cette «bavure». Mais elle viendra un jour ou l'autre sur la table d'ici 1983, soyons en sûr !

## Refaire l'unité syndicale

Pendant ce temps, suite à une table ronde organisée par l'UD CFDT et une rencontre des deux UD CGT - CFDT, le climat syndical s'était «éclairci». Quelques vérités bien senties sur l'ampleur limitée des débrayages et la part modeste prise par les travailleurs dans la manifestation CGT du 18 septembre ont sans doute été prises en compte. On ne peut indéfiniment en effet, se dire pour l'action, pour l'efficacité et faire reposer le succès d'une journée d'action (aussi spectaculaire soit-elle) sur des délégations extérieures à la ville et la mobilisation d'une faible partie des syndiqués des entreprises du secteur.

Aussi ne peut-on que se réjouir de l'organisation commune le 25 septembre par la CGT et la CFDT d'une exposition-rassemblement des boîtes où l'emploi est menacé dans la Loire, cours Fauriel, devant M.F. Point de départ souhaité par de nombreux syndicalistes, vers une re-mobilisation des entreprises de la région, sur la base de leur situation propre, c'est susceptible de redonner du souffle à la solidarité avec les Manufrance. Malheureusement une liaison encore insuffisante s'établit entre Gaucher, ACM Faure, CCM St Chamond, les Tanneries de Bourg Argental, la SNCF, Heutier... et le personnel M.F.. Et surtout trop peu de Stéphanois sont venus discuter, s'informer, soutenir cette initiative. Il y avait plus de monde en fin de journée pour un meeting de soutien traditionnel, auquel participaient les partis de gauche.

Doit-on en déduire que de nombreux militants (CGT notamment), n'ont pas saisi où était l'intérêt véritable des Manufrance : réinsérer leur lutte dans un ensemble de conflits solidaires pour la défense des emplois existants et la ré-industrialisation du pays ?

Assurément, la «nouvelle» tactique prônée par Georges Séguy, de transformation de l'affaire M.F. en un conflit national, n'est pas de nature à favoriser la recherche de convergences de «simples actions locales». Pourtant, comment donner toute sa crédibilité à la lutte sans lui assurer prioritairement la sympathie agissante, au-delà des noyaux militants tant sollicités ? C'est bien là la clef du rapport de forces, et non dans la très solennelle «marche» de délégations CGT des quatre coins de France vers M.F., envisagée pour le 18 octobre.

Aussi l'unité syndicale un temps retrouvée va-t-elle être vite soumise à rude épreuve. Pour qu'elle se refasse durablement, sans gommer les divergences, encore faudrait-il donc s'entendre sur la place respectivement de la lutte à Manufrance et dans les autres secteurs en crise. Est-ce bien normal et de nature à renforcer l'efficacité que d'appeler les travailleuses de chez Goutille à Roanne (elles-mêmes licenciées) à soutenir M.F., sans dire un mot de leur propre lutte ? Ou de voir comme le 8 puis le 18 septembre les ouvrières de la chocolaterie Union-Pupier (frappées aussi par les licenciements) être seules à scander «Papier solidarité», parmi des milliers de gens venus pour M.F. ? Enfin, franchement, pour que Manufrance soulève une vague de fond de solidarité concrète, il faut savoir refaire l'unité syndicale à partir des entreprises et dans la convergence des batailles pour l'emploi !

## Fabriquons... suisse ?

Car les licenciements liés à une liquidation de Manufrance demeurent un problème bien réel, compréhensible par chacun. L'annonce théâtrale d'une ultime chance (suisse) de redressement reste liée à plusieurs conditions : que le syndicat et les actionnaires de l'ancienne société (liés à des projets de démantèlement et reprise sectorielle) ne poussent pas au dépôt de bilan, que le Tribunal de Commerce laisse le montage financier s'effectuer. Les banques suisses qui avaient prêté de l'argent à la municipalité pour sauvegarder l'ancienne société Manufrance, veulent cette fois être maîtresse du jeu. L'apport en capital serait tel que les autres actionnaires n'auraient plus qu'à se démettre. Apportant 170 millions de suite (au 15 octobre), les Suisses n'attendent pas après les millions de Monory. Fiable financièrement, ces nouveaux preneurs le seraient-ils socialement ? C'est moins sûr ! Néanmoins, le maintien d'une seule entité M.F., sans dépôt de bilan, préserve un certain nombre d'avantages acquis et atténue quelque peu le risque de licenciements, malheureusement encore possible.

Aussi, pour la municipalité, est-ce déjà un «moindre mal» une bouée de sauvetage...

Les travailleurs, eux, restent mobilisés, attentifs à la concrétisation de ces démarches, se demandant si la Manufacture d'Armes et Cycles de St-Etienne va se mettre cette semaine à l'heure suisse ?

## La CGT veut donner une dimension nationale à la lutte

C'est le 18 septembre à l'occasion d'une journée CGT de solidarité avec M.F. que Georges Séguy a annoncé que la confédération ferait désormais de Manufrance une affaire nationale. La présence de Georges Séguy, si elle rendait plus solennelle l'affirmation de l'engagement national de la CGT, ajoutait aussi au caractère de «démonstration de force», donné par les 10 000 participants venus de toute la région.

Avec cette manifestation du 18 septembre on a eu une assez bonne image de la démarche contradictoire qui anime actuellement les militants CGT de la Loire : ambiance chaude, fraternelle, de solidarité à Manufrance en lutte à grand renfort de cortèges d'entreprises elles aussi confrontées aux problèmes d'emploi dans Rhône Alpes (RPT, Gevarm, Jossermoz...); mais aussi affirmation sectaire et bruyante qu'avec la CGT, on peut gagner, que plus un seul licenciement, c'est possible avec la CGT...

Mise en porte à faux, la CFDT a refusé sa participation, en tant qu'Union Départementale, tout en laissant ses adhérents participer au 18 septembre comme travailleurs de Manufrance. En revanche l'UD CFDT a proposé des «actions en profondeur, re-

layées dans chaque entreprise et comprenant le temps fort d'Assises pour l'emploi» à toutes les organisations syndicales et politiques de gauche du département. Quant à la CGC métallurgie, son responsable national, Paul Marchelli (présent à Saint-Etienne) a été «interdit de parole». Séguy s'en est d'ailleurs assez clairement expliqué en indiquant que «la CGC entendant attaquer à cette occasion la CGT, la municipalité de gauche et le PCF, cela n'aurait pas été supporté et aurait donné lieu à Saint-Etienne à des incidents exploitables par le pouvoir». D'autant que l'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens CGT s'est engagée dans une compétition serrée, en organisant le 16 octobre une Journée Nationale ICT tandis que la CGC prépare des «Etats généraux de l'encadrement» ! La présence de René Leguen à Saint-Etienne aux côtés de Georges Séguy donnait un certain lustre à l'affaire et entendait attester que «l'UGICT prépare le 16 octobre dans les luttes».

## La portée du problème Manufrance

En fait, si Saint-Etienne a bien été un moyen approprié de

régler quelques comptes à la CGC, le fond du problème était ailleurs. Il n'était même pas dans les laborieuses manœuvres de Georges Séguy pour laisser croire à «un alignement de la CFDT Loire sur des positions ouvertement anti-CGT, sur les positions de responsables nationaux qui pratiquent l'attentisme au nom d'un réalisme abstrait et qui font le jeu de la droite». Les militants syndicaux et les travailleurs qui connaissent la longue pratique unitaire CGT-CFDT dans la Loire et qui savent la part croissante de la section CFDT Manufrance dans l'entreprise ne sauraient s'y laisser prendre.

Non, Séguy était essentiellement là (il l'a lui-même précisé) pour «donner désormais au problème Manufrance une portée nationale». Parce que ce long conflit pour l'emploi prend valeur de symbole de la lutte engagée par la CGT sur le thème du «refus de bradage de l'économie», du «coup d'arrêt aux bras des casseurs». Mais aussi parce que maintenant, pour la confédération CGT, la lutte est placée sur le terrain politique, face au refus de l'Etat de débloquer les fameux 150 millions promis par Monory. Pour Séguy «les camarades de Manufrance ont fait tout ce qui pouvait être fait pour sauver leur entreprise. Maintenant ce n'est plus à Saint-Etienne ni

Le temps des colonies, ça paraît révolu... Et pourtant, elles existent encore. On les appelle les DOM-TOM. On en parle parfois, à la télévision, les soirs d'élections un peu disputées, ou à l'occasion d'un cyclone, ou encore quand une explosion de colère populaire vient secouer l'une d'entre elle. Attentats à la Guadeloupe, grèves à la Martinique, manifestation à la Réunion, mécontentement en Nouvelle-Calédonie, etc. Le reste du temps, silence. Ce silence cache quelque chose : il cache les ravages que fait là-bas, «outre-mer», l'impérialisme. Il cache la misère de peuples opprimés par la bourgeoisie française, il cache aussi une volonté de liberté partout présente.

Par définition, les peuples des colonies n'ont d'autres points communs que leur asservissement par le même impérialisme. Ce reportage à la Martinique ne saurait donc rendre compte de l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés des peuples aussi divers. Mais le même ennemi a bien souvent les mêmes méthodes. En ce sens, il y a une part de la réalité des colonies de l'impérialisme français dans la réalité martiniquaise.

## La Martinique doublement dévastée

Lundi 4 août, une heure du matin. Ses installations complètement dévastées, Radio Caraïbes International vient de cesser d'émettre. Abrisée au fond des maisons, une population entière n'écoute plus que FR3 Martinique qui, par intermittence, dans le grésillement, informe de la progression du cyclone. Dans une heure, le centre de Allen, «l'œil», passera à 100 km au sud de l'île. Il n'y a plus rien à faire, sinon attendre. Toute la journée, la Martinique a ressemblé à une immense ruche, où chacun s'affairait à consolider sa maison, vérifier l'étanchéité des pièces, faire des réserves d'eau, déménager les terrasses, préparer les piles du si précieux transistor, seul lien avec l'extérieur... Dehors, le vent rugit, 100 km/heure, 120 km/heure, 150 km/heure. La pluie crépite sur les toits de tôle, musique sinistre.

Car c'est elle qu'on craint, aussi : depuis hier soir, plusieurs centaines de Martiniquais ont abandonné leurs maisons situées à quelques pas de la mer, des cours d'eau ou des ravines pour se réfugier dans les écoles ou les mairies ouvertes à cet effet.

A deux heures, Allen passe. On n'entend plus la radio, ni la pluie, ni bien sûr l'immense cri des crapauds qui d'ordinaire déchire les nuits de la Martinique. Seulement une ininterrompue rafale de vent. 170 km/heure, 180 km/heure. Il faut attendre. Et espérer. Espérer que le toit tiendra, que la tôle qui se soulève restera fixée à l'unique rivet qui la maintient encore. Espérer que le torrent qui se forme — hier un filet d'eau — creusera sa trajectoire à côté de la maison. Espérer que le terrible craquement qu'on a entendu tout à l'heure, ce n'est pas un cocotier qui vient de s'abattre sur le toit. Se rassurer aussi, en se disant que la Martinique a connu d'autres cyclones, et que celui-ci vient de l'est, ce qui est plutôt bon signe. Enfin le vent diminue d'intensité, le jour commence à poindre. On peut s'approcher des fenêtres, à bonne distance cependant car une rafale peut encore faire exploser les carreaux. Et l'on regarde les dégâts. Et l'on entend à nouveau la radio, où les services de la préfecture rappellent que l'alerte numéro deux est toujours maintenue, que personne n'a le droit de sortir des habitations, pas même les services de sécurité.

Déchaînée par le vent, la mer se réveille à son tour, arrache quelques barques de pêcheurs pourtant solidement accrochées loin du rivage, déchaîne le remblai de Fort de France, enlève des pontons.

A midi, l'alerte est définitivement suspendue. Allen, immense masse de vents tourbillonnants large de 200 km, est passé. Il va maintenant dévaster la Jamaïque, Haïti, Cuba, les côtes du Texas, avant de disparaître.

Et Allen est classé. Dans les statistiques des météorologistes, il est un cyclone de force 5, un des plus violents de ce siècle, de par la force de ses vents et la quantité de pluies qui l'ont accompagné.

Dans les statistiques des organismes internationaux, il est un des plus meurtriers : 16 morts à Sainte-Lucie, une trentaine à la Jamaïque et à Cuba, mais combien à Haïti, combien dans cette myriade de petites îles qui jalonnent les Caraïbes ? Plusieurs dizaines, plusieurs centaines ? leurs informations divergent.

A la Martinique, où l'expérience a suscité des mesures de prévention qui s'avèrent efficaces, il n'y a pas eu de victimes. Mais en cette journée du lundi 4 août, la population peut constater les dégâts : plus de 1000 personnes sont sans abri, les bananeraies sont détruites à 100%, le réseau routier — si décisif dans un pays où les chemins de fer n'existent pas — est à moitié inutilisable, les fruits multiples pourrissent sur le sol, eux qui forment une bonne part de l'alimentation des Martiniquais.

«Une fois de plus, le sort s'est acharné sur notre beau département», soupire le préfet Julia, rentré discrètement à la Martinique 24 heures après le passage du cyclone. «L'économie de l'île est ruinée», titre *France-Antilles*, le seul quotidien, qui appartient à Hersant en personne. «La solidarité nationale jouera», affirme Giscard trois jours plus tard au conseil des ministres, tout en refusant de déclarer la Martinique «département sinistré», pour éviter de donner l'image d'un pays constamment dévasté, «ce qui nuirait au bon développement du tourisme»...

Pays sinistré, la Martinique l'est cependant, et pas par le seul fait des cyclones. Ceux-ci ne viennent que mettre en lumière les dégâts causés par



Le Vauclin, petite commune de la côte ouest a pris de plein fouet le cyclone Allen. Mais, partout dans l'île les dégâts sont à l'avenant.

une force bien plus dévastatrice, l'impérialisme français.

Simplement, le cyclone engendrera un peu plus de misère, un peu plus de dépendance aussi. Privés de toutes ressources, les petits planteurs, les pêcheurs et les travailleurs mis au chômage par les dégâts devront attendre l'aumône du gouvernement français, ces indemnités qui tombent au compte goutte et qui pendant une année vont former la totalité de leurs revenus. La dernière tranche d'indemnités destinée aux victimes du cyclone David, en août 1979, a été débloquée... à la fin du mois de juillet de cette année, une semaine avant le nouveau cyclone. Ironique, ce petit élu s'affirme optimiste : «Cette année, je vais toucher des sous en mars parce qu'il y a les élections en métropole».

### Société coloniale

Misèreuse, la Martinique ? Ce n'est pas ce que verra le Blanc (le «Zoreille», dit-on ici) débarquant des charters d'Air-France, qui s'est arrogé le monopole des liaisons France-Martinique. Boîtes à lettres jaunes où l'on glisse des enveloppes oblitérées à 1,40 F pour la France (à 7000 km de là) et uniformes classiques de gendarmes, succursales de Renault et grandes surfaces type

# Une colonie au temps de Giscard : la Martinique

Par Nicolas DUVALLOIS

Printemps ou Monoprix, plaques minéralogiques connues et Lucien Jeunesse tous les soirs à la radio avec son jeu des 1000 francs, la Martinique pourrait faire penser à un coin de France, où il ferait seulement plus chaud. De son réduit du club Méditerranée à Saint-Anne, ou de ses pages privées de l'hôtel Méridien ou du PLM-Batelière, le Blanc ne verra que cette petite société coloniale qui se perpétue comme au Tonkin ou au Dahomey dans les années d'avant. Gendarmes en civil ou fonctionnaires de préfecture, enseignants attirés par la prime de 40% qui s'ajoute à leurs salaires ou plays-boys aventuriers qui regrettent de ne plus être chez eux «dans ces petits pays d'Amérique Centrale où il se passe tant de choses», ils se retrouvent entre eux le soir, pour se raconter les dernières blagues racistes ou potiner sur le dernier adultère connu, en attendant que le serveur — antillais — vienne leur apporter leur punch.

Sans même parler des touristes, et des skippers qui viennent mouiller dans les rades leurs somptueux voiliers, ils sont ainsi 20 000 Blancs à vivre à la Martinique comme dans un pays qui leur appartiendrait.

Eux se moquent bien de la réalité martiniquaise, parce qu'ils en profitent.

### Cinq fois plus de chômeurs qu'en France

Cette réalité, on la voit en longeant l'unique zone industrielle de l'île, au Lamentin, près de Fort-de-France : quelques usines seulement destinées à la mise en conserve des ananas et à la fabrication d'emballages pour les régimes de bananes. La plus grosse usine de production non-alimentaire, Antilles-Plastiques, employait 80 personnes : elle est fermée depuis le mois de janvier, malgré une lutte importante, qui se poursuit d'ailleurs. La réalité, c'est aussi tous ces jeunes qui passent leurs journées dans les rues : un jeune de moins de 25 ans sur deux est sans emploi. Inutile de chercher : il n'y a pas de travail.

La seule perspective, c'est l'émigration, vers la France. Ils sont ainsi 2000 à 2500 à quitter chaque année leur pays, par le biais du BUMIDOM, cet organisme mis en place par le gouvernement français pour faire ce qu'on appelle là-bas «la traite». De 1962 à 1974, derniers chiffres connus, 55 000 Martiniquais ont été contraints de partir pour devenir, en «métropole», postiers, ou agents hospitaliers, ou flics. A l'échelle de la France, cela correspondrait à une émigration de plus de 8 millions de personnes ! Aujourd'hui, en

1980, un Martiniquais sur deux vit hors de son pays. Alors l'île se peuple, quand vient le temps des vacances, d'Antillais qui viennent revoir leur famille, leurs amis, comme tous les cinq ans, car le voyage est cher, et aucune facilité ne leur est accordée.

La réalité, ce sont aussi ces baraques de pêcheurs disséminées au long des côtes, où vivent des familles qui pratiquent encore une forme de troc avec leurs récoltes de poissons, et dont les seules liquidités proviennent des allocations familiales. Ceux-là considéreraient le fait d'être smicard comme un gros avantage ; et pourtant le SMIC martiniquais est de 20 % inférieur à notre salaire minimum.

Fatalité que tout cela, répondent les représentants du gouvernement et les békés, ces grands propriétaires créoles dont 15 familles disposent des trois-quarts des terres : «*La Martinique est surpeuplée, elle n'a aucune ressource, aucune matière première elle ne peut pas vivre sans la France et le départ d'Antillais vers elle*».

Le raisonnement, maintes fois répété «*l'indépendance, c'est la fin des allocations familiales*» s'appuie à l'évidence sur une réalité : privée d'infrastructure industrielle, de cultures vivrières, contrainte d'importer la quasi-totalité de ce qu'elle consomme, la Martinique est dans un état dramatique. Mais il y a un responsable à cela, et c'est l'impérialisme français.

## Rhum - tourisme - banane

Rhum-tourisme-bananes, tel est le tryptique en vigueur depuis 1974 et l'arrivée de Giscard. Produire du rhum, notamment à destination des Etats-Unis («*La Martinique doit être un port-avion économique pointé vers les USA*»), comme le disait récemment Dijoud), développer un tourisme de luxe pour milliardaires américains ou canadiens, et continuer la culture de la banane sont en effet les trois orientations retenues par le secrétariat aux DOM-TOM qui siège, clin d'œil de l'histoire, dans un immeuble de la rue Oudinot à Paris, dans l'ancien ministère des colonies.

Rhum-tourisme-banane. La canne était naguère la grande culture de l'île. Fournissant deux récoltes par an, elle résiste bien aux intempéries, notamment aux cyclones. Avec elle, on peut faire de l'alcool, mais aussi du sucre, de la mélasse, du jus, et beaucoup d'autres choses encore. Ça n'intéresse pas le gouvernement français. Ce qu'il veut, et avec lui la firme Cointreau, dont le représentant se comporte là-bas comme un petit gouverneur colonial, c'est du rhum. Alors les plantations ont été supprimées, à grande vitesse : 14 000 hectares de cannes en 1963, 6 000 en 1978. 1 218 000 tonnes de cannes produites en 1963, 170 000 en 1979. Ce n'est pas suffisant pour produire du sucre ? Qu'importe.

En 1979, pour la première fois de son histoire, la Martinique a importé du sucre. Du sucre Beghin-Say, fabriqué avec les betteraves de Beauce, à un prix majoré par les coûts de transports, voilà ce que l'on trouve dans les super-marchés de Fort-de-France !

Il fallait rationaliser la production aussi, supprimer ces petites distilleries jugées non rentables, même si elles fournissaient du travail et des débouchés aux petits planteurs individuels. 450 usines à la fin du siècle dernier,

## L'heure martiniquaise

Il n'est pas de domaine où la France n'impose ses vues. Comme dans toutes les colonies de jadis, les jeunes élèves martiniquais apprennent ainsi que «*les Gaulois sont nos ancêtres*», et même que «*la Martinique, c'est un peu un accident de l'histoire. Le conquérant français ayant chassé l'autochtone au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'île part de zéro*». Cette imbécilité de l'administration, qui faisait par exemple que les «*Antilles françaises*» dépendaient jusqu'en 1977 de l'académie... de Bordeaux, provoque parfois des effets cocasses. Ainsi le secrétariat au DOM-TOM s'est-il aperçu, en avril de cette année, qu'il était un domaine où la Martinique n'était pas en parité avec la métropole : à propos des changements d'horaires en été et en hiver. Décision fut donc prise d'appliquer les nouveaux horaires, dans un pays tropical où le jour se lève toute l'année à 6 heures le matin, et se couche toute l'année à 18 H 30. Règlement oblige. Pendant un temps on a donc vu les écoliers martiniquais commencer leurs cours une heure plus tôt et donc se lever dans la nuit. Les ouvriers agricoles, dont le travail commence traditionnellement à 6 heures, avec le jour, pour avoir bon œil sur les serpents particulièrement dangereux qui hantent les bananeraies, ont commencé une heure plus tôt, dans le noir. Plusieurs accidents furent évités de justesse. Tout le monde se levant plus tôt, la consommation d'électricité s'est accrue, etc.

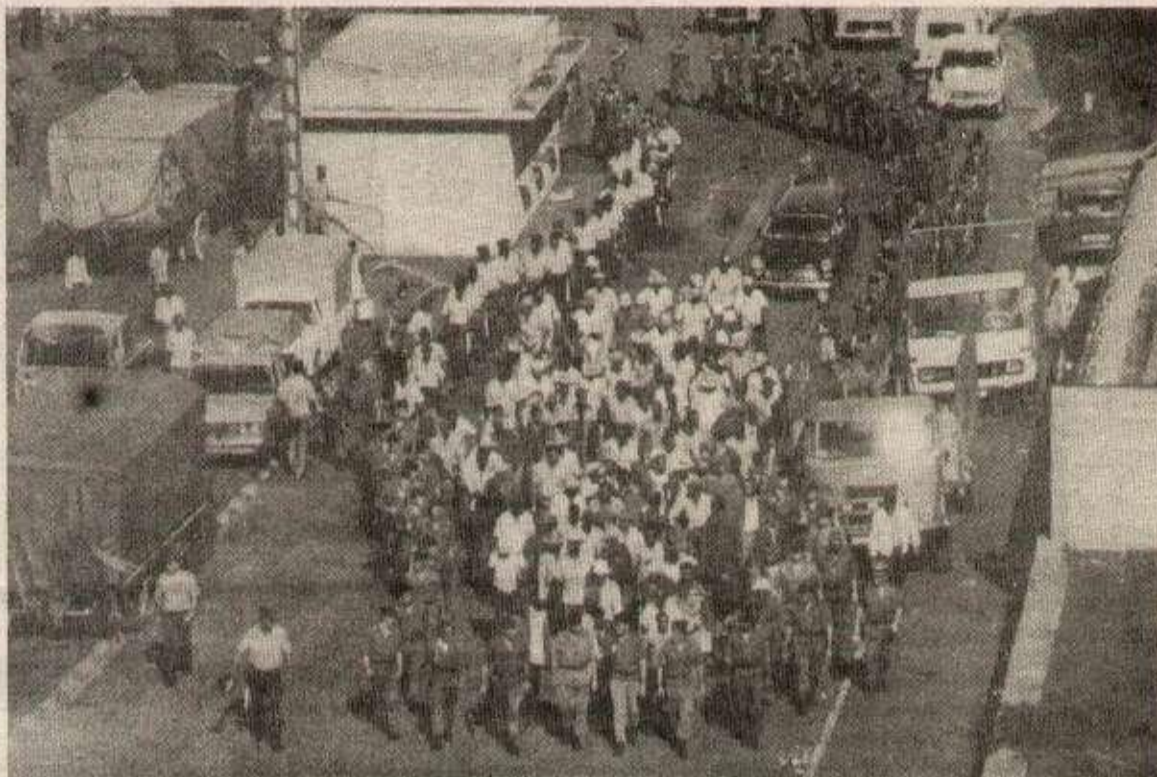
Finalement, la mesure a été rapportée quinze jours plus tard. L'administration a dû remettre ses montres à l'heure, devant l'ampleur du mécontentement.

4 en 1971, deux en 1979, et le pouvoir veut fermer une de ces deux-là, l'usine de Lareinty. Au terme d'une longue lutte, celle-ci est répartie sous la forme d'une coopérative, mais pour combien de temps ?

Rhum-tourisme-bananes. La Martinique est belle, elle bénéficie d'un climat extraordinaire, jamais moins de 25°, rarement plus de 30, le souffle tiède des alizés, et constamment la mer à 26°. Pourquoi ne pas en faire un paradis pour milliardaire, comme les Bermudes ou les Bahamas proches ? Alors on a multiplié les hôtels de grand luxe à 250 ou 300 francs la chambre, on organise des opérations-promotions aux Etats-Unis, on privatise les plages. Le tourisme, ça fait des devises, et ça fournit du travail : des cinq centres de formation professionnelle installés à la Martinique (pour plus de 100 000 jeunes), le plus important est bien sûr consacré... à l'hôtellerie.

On y apprend aux jeunes Martiniquais à bien servir, car de récentes études de marché faites en Amérique du Nord ont montré que les clients se plaignaient du peu d'empressement des employés à les servir. Trop fiers.

Rhum - tourisme - bananes. La culture de la banane n'a pas toujours existé dans l'île. Elle y a été implantée pour les besoins de la consommation métropolitaine. Même en régression, cette



Une manifestation de dockers à Fort-de-France

culture continue à être considérée comme un pilier économique. Un pilier qui a la particularité de ne pas résister aux cyclones, dans un pays où il y en a de fréquents.

La banane, aujourd'hui, représente 59% de la production totale de l'île. Sa destruction, deux années consécutivement, entraîne une véritable catastrophe : pour les petits planteurs et les ouvriers agricoles, bien sûr, mais aussi pour les ouvriers des industries d'emballage, pour les dockers, dont plus de la moitié du travail consiste à charger des bananes, etc... Pour tous ces gens-là, l'activité normale ne reprendra, si tout se passe bien, qu'en septembre de l'année prochaine....

Rhum-tourisme-bananes. Le reste est voué à la production artisanale, ou marginale. Les ananas, par exemple, ne sont destinés qu'aux conserveries, la France préférant importer les ananas frais de Côte d'Ivoire. Quelques aberrations de l'import-export ont même parfois pour conséquences que des ananas de Côte d'Ivoire soient mis sur le marché... à Fort-de-France. De la même manière, les avocats ne sont produits qu'en quantités infimes, alors même qu'ils s'avèrent plus «*compétitifs*» en prix et en qualité, que les productions venant d'Israël ou d'Afrique du Sud. On pourrait ainsi multiplier les exemples.

Dans les magasins martiniquais, les carottes viennent du Loiret, les artichauts de Bretagne, les pamplemousses de Jaffa, etc... tandis que toutes les expériences ont prouvé que la richesse du sol antillais autorisait la plupart des cultures.

Ce qui vaut pour l'agriculture vaut aussi pour l'industrie. Tout en vendant son électricité plus cher qu'en France, EDF se plaint des pertes réalisées : aucune réflexion n'a eu lieu sur l'utilisation possible de l'énergie solaire, dans un pays ensoleillé douze mois sur douze. Les eaux territoriales de la Martinique — qui sont supérieures aux 200 milles marins, en fonction d'un accord régional — jouxtent celles du Venezuela et touchent le golfe du Mexique. Ces deux pays exploitent d'importants gisements de pétrole «*off shore*». Aucun sondage sérieux n'a été à ce jour effectué près des côtes martiniquaises, etc, etc.

Comme on le voit, la Martinique n'a nulle vocation à être un pays pauvre. Si elle l'est — le re-

venu par habitant est plus de trois fois inférieur à celui de la France — c'est uniquement parce que son économie est désarticulée, dévastée, par la politique coloniale française.

## Génocide ?

Il y a peut-être pire que cette économie dévastée, si toutefois on peut établir une gradation dans l'échelle des fléaux. Aujourd'hui, à la Martinique, de nombreux intellectuels n'hésitent pas à parler de «*génocide par substitution*». Génocide ! Le mot est énorme, et démesuré bien sûr si on entend par là extermination physique de la population. Mais que se passe-t-il en fait ?

Depuis une dizaine d'années, et plus encore depuis 1974, la bourgeoisie française pratique une politique systématique qui tend à couper le peuple martiniquais de ses racines.

Dans le même temps où les jeunes sont invités à quitter leur pays pour s'expatrier en France, le nombre des «*métros*» (originaires de la métropole) augmente sans cesse : en dix ans, il a plus que doublé. Parallèlement, tout est entrepris pour faire oublier au peuple sa culture et son histoire. L'ambition avouée du gouvernement est ainsi de parvenir à une Martinique où Blancs et Noirs seraient dans des proportions numériques moins disproportionnées, et où les liens avec la métropole conduiraient les Antillais à abandonner l'idée d'indépendance.

Il s'agit là d'une politique coloniale classique, certes, et chimérique s'agissant de peuples numériquement nombreux. Mais la Martinique a aujourd'hui 320 000 habitants seulement, tandis que 300 000 natifs du pays vivent en France. Beaucoup de ceux-ci, notamment parmi ceux qui ont émigré il y a longtemps, n'envisagent plus de revenir au pays, sinon pour s'y faire enterrer (une entreprise parisienne de pompes funèbres est d'ailleurs en train de monter un fructueux et crapuleux trafic à ce sujet). Le danger est donc réel pour le peuple martiniquais de se voir petit à petit absorber par la puissance coloniale, comme un boa avale sa proie et la digère progressivement.

Les réactions sont cependant vives, à la mesure de l'enjeu. Elles sont la trame des luttes politiques martiniquaises, et du débat sur l'indépendance.

## Un enjeu géo-politique

Une des grandes craintes de l'impérialisme français, c'est de voir la Martinique indépendante (comme la Guadeloupe), se tourner vers d'autres pays. Ce raisonnement, s'il fait fi de la capacité du peuple à construire lui-même son propre destin, s'appuie cependant sur quelques faits. Pressant l'évolution de la Martinique, les Etats-Unis tentent déjà d'établir des liens avec certaines organisations. Le consulat des Etats-Unis tentent déjà d'établir des liens avec certaines organisations.

Le consulat des Etats-Unis à Fort-de-France, dont le bâtiment plus imposant même que la préfecture, déploie beaucoup d'activités qui, sous couverts d'échanges culturels ou touristiques, tente d'assurer une future présence US forte dans la Martinique indépendante.

Les activités du consul américain ont d'ailleurs à plusieurs reprises provoqué des plaintes diplomatiques et des protestations du gouvernement français. La volonté US de prendre pied dans l'île n'est évidemment pas liée au seul projet de faire de ce pays un nouveau paradis pour touristes comme les Bahamas.

Il s'agit avant tout d'éviter que la Martinique indépendante ne se rapproche des Cubains. De fait, ceux-ci tentent aussi, en s'appuyant sur le prestige né de leur révolution, de préparer le futur. La presse cubaine accorde une place non négligeable aux luttes populaires martiniquaises, et s'affirme prête à apporter son aide «*pour terminer la libération des Caraïbes*». Le petit PC martiniquais dispose aussi de relations politiques très étroites avec le PC cubain, dont un responsable du CC a assisté au Congrès d'avril.

# L'indépendance, une idée qui fait son chemin

«La Martinique a connu deux grandes périodes de mutation historique, explique une historienne : l'abolition de l'esclavage, en 1848, qui a permis à la France de mieux intégrer l'île dans ses schémas de développement, et la départementalisation de 1946, avec le mythe largement partagé d'une égalité totale des droits entre autochtones et métropolitains. Peut-être aujourd'hui sommes-nous à l'orée d'une troisième mutation, qui se concrétiserait par l'indépendance». De fait, c'est bien le débat sur l'indépendance qui a pris depuis quelques temps — un an ou deux — la place centrale.

Plusieurs facteurs concourent à ce mûrissement, au premier plan desquels on peut placer sans conteste l'échec de la départementalisation. Le mythe était pourtant tenace. En 1946, c'est la gauche martiniquaise et française qui s'est battue pour cette départementalisation, croyant par ce moyen obtenir une égalité complète des droits, et donc une amélioration sensible du sort de la population de l'île. Les résultats, on les constate aujourd'hui : s'il est vrai que le niveau de vie des Martiniquais s'est élevé depuis 35 ans, comme partout dans le monde, il est tout aussi vrai que l'égalité n'existe pas, comme le prouve la désarticulation de l'économie, les distorsions de salaires, l'ampleur du chômage, ou l'émigration forcée.

A cette constatation d'évidence — la Martinique ne peut pas être un département français comme la Corréze ou la Seine-Maritime — sont venues s'ajouter d'autres considérations : si aujourd'hui dans le monde, à la suite de la vague de libération des années 60, les colonies sont de moins en moins nombreuses, le phénomène est encore accentué dans les Caraïbes. Longtemps composé de quelques Etats indépendants comme Cuba ou Haïti et d'une multitude d'îles petites ou grandes, sous domination étrangère, les Caraïbes ne regroupent plus maintenant que des Etats indépendants, à l'exception de la Martinique et de la Guadeloupe.

Toujours présente, mais parfois refoulée, la conscience d'appartenir à une entité géographique et politique qui n'a rien à voir avec l'Europe réapparaît aujourd'hui avec force. C'est ce qu'exprime par exemple le développement d'un phénomène comme celui des «rasta», qui n'hésitent pas à parler des Caraïbes comme d'un «Sixième continent». Les tensions raciales considérables en ce moment à la Martinique, participent de cette prise de conscience : toutes les personnes interrogées affirment aujourd'hui sans l'ombre d'une hésitation qu'elles se sentent beaucoup plus proches de leurs «frères et sœurs» de la Dominique, de la Jamaïque ou de la Guadeloupe que des Français qui pourtant sont censés être leurs compatriotes ! L'attitude raciste de la communauté blanche se nourrissant elle-même de cette hostilité latente de la population, on parvient à une situation constamment explosive (voir encart).

Toutes les forces politiques sont contraintes de prendre en

compte ces nouvelles données, et en premier lieu les forces pro-colonialistes.

## Vers une domination française de type «néo-colonialiste»

Le discours officiel, certes, reste «départementaliste», parfois jusqu'à l'outrance. Il s'accompagne d'une description dantesque de l'indépendance, présentée comme un «abîme de misère, une occupation quasi automatique des Cubains, et finalement, la mort de notre chère île», comme disent les rédacteurs de Monsieur Hersant. Mais parallèlement, d'autres voix se font entendre, et parmi les plus autorisées. Ainsi Dijoud, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, a-t-il répété à plusieurs reprises que «la France est prête à répondre aux vœux de la population ; et accordera l'indépendance si celle-ci le souhaite». Au début de l'année 78, Madame Giscard d'Estaing, entre deux poses pour les photographes dans les champs de canne à sucre le coupe-coupe à la main, n'avait pas tenu un autre langage. Le préfet Julia a tenu lui aussi les mêmes propos, à plusieurs reprises.

Il s'agit là, à l'évidence, d'une manœuvre bien connue en période électorale, résumée ainsi par un militant : «Chaque élection est présentée comme un petit référendum : voter pour la droite, Giscard ou RPR, c'est voter pour la France. Voter pour la gauche, c'est voter pour l'indépendance, et donc pour la suppression des avantages sociaux, indemnités de cyclone et autres. Au delà du bourrage des urnes, très répandu ici, c'est cela qui permet au pouvoir colonial d'avoir quelques élus».

Mais ne s'agit-il que de cela ? Beaucoup aujourd'hui pensent que non. Ils constatent que l'impérialisme français apparaît comme pris dans une contradiction : la présence en Martinique (comme en Guadeloupe) doit servir à assurer le rayonnement de la France dans cette région du globe. Or, le pouvoir giscardien n'a pas bonne presse dans les Etats alentours, lui qui est maintenant le seul à garder sa domination coloniale. De plus l'expérience africaine a montré que des formes de néo-colonialisme pouvaient être mises en place, qui permettent l'indépendance de certains pays sans entraver pour cela les desseins économiques et politiques de l'impérialisme français. L'éventualité d'une Martinique indépendante, mais gardant des liens étroits avec la France, est donc de plus en plus envisagée. On s'attend même, chez certains indépendantistes, à ce que Giscard prenne une initiative spectaculaire en ce sens, soit pendant la campagne électorale des présidentielles, soit, par exemple, à l'occasion d'une relance du dialogue Nord-Sud.

## Pas de solution de rechange

On conçoit aisément l'avantage que pourrait tirer Giscard d'une telle initiative. Un député

local RPR, Renard, s'en fait d'ailleurs le chantre avoué. Un tel projet risque cependant de rencontrer quelques difficultés : il existe en effet à la Martinique tout un secteur de la bourgeoisie, les békés, dont l'attachement à la France n'est pas uniquement motivé par des raisons économiques. Ceux-là, à l'évidence, s'accommoderaient mal de voir des «nègres» détenir le pouvoir politique. Disposant de fortunes colossales (dues moins à leurs plantations initiales qu'aux investissements réalisés dans différents pays comme le Venezuela ou les USA), ils forment un groupe de pression qui a les moyens de faire entendre sa voix jusqu'à Paris.

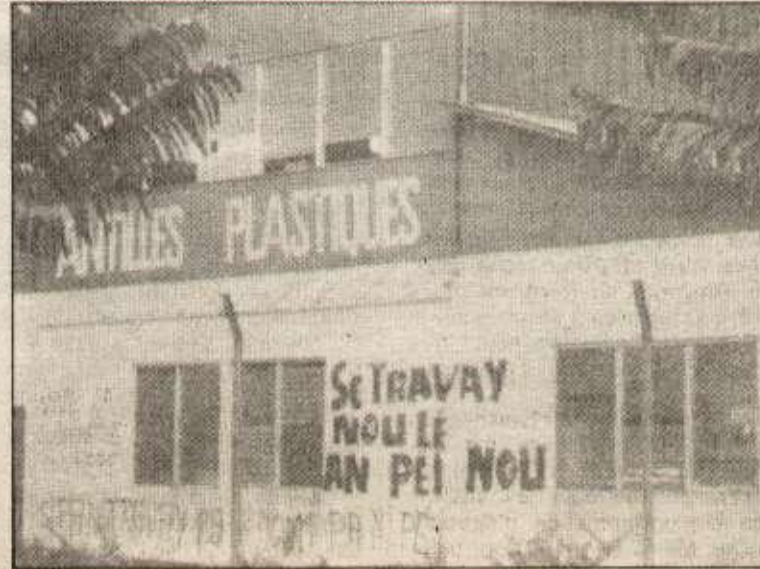
Mais il est une autre difficulté, plus fondamentale, au projet d'une indépendance «à la Giscard», c'est celle de savoir à qui confier le «pouvoir politique» ainsi octroyé. Les békés ne veulent pas assurer ce pouvoir, et ne le peuvent pas non plus, tant ils sont en butte à l'hostilité du peuple. Les élus et les partis de la majorité se sont, eux, trop largement investis dans la bataille de la «départementalisation» pour pouvoir assurer un nécessaire consensus. Alors, qui ? Par l'entremise du président du Sénégal, Senghor, une rencontre a eu lieu il y a quelques mois entre Giscard et Césaire, président du principal parti de gauche, le PPM (Parti Progressiste Martiniquais), maire de Fort-de-France, et à coup sûr une des personnalités les plus respectées du pays. Sans doute a-t-il été longuement question de l'indépendance lors de cette rencontre mais on n'en sait pas plus.

Disposant d'une assise populaire solide (née d'une action anti-colonialiste constante), mais aussi de liens avec des notables et des gros commerçants et planteurs, le PPM aurait sans doute, il y a quelques années, correspondu au souhait «émancipateur» de Giscard. Ce n'est plus forcément le cas aujourd'hui.

## La Martinique demain

Sous la pression de ses militants et de certains responsables le PPM est passé, à son VIII<sup>e</sup> Congrès tenu en juillet, du mot d'ordre d'«autonomie dans le cadre de la République française» au mot d'ordre de «autonomie préparant l'indépendance».

Antilles-Plastiques : c'était l'une des plus grosses usines de la Martinique. Depuis 9 mois, les travailleurs luttent contre les licenciements qu'entraîne sa fermeture.



## Les cinq de Trinité

Les tensions sont aujourd'hui tellement exacerbées à la Martinique que la moindre étincelle peut déclencher une explosion de colère populaire. A preuve, «l'affaire de Trinité».

En mars 1979, un enseignant français du lycée de Trinité, petite sous-préfecture de 10 000 habitants sur la côte atlantique, donne un coup de pied dans le derrière à l'un de ses élèves, martiniquais. L'enseignant ne le savait peut-être pas, mais il s'agit à la Martinique d'un geste particulièrement offensant, puisqu'il rappelle les habitudes des planteurs avec leurs esclaves. L'élève demande des excuses : il se fait rabrouer par son professeur, soutenu par ses collègues blancs qui forment là-bas une petite caste complètement coupée de la population. Les élèves protestent, déclenchent la grève, dans leur classe, puis dans le lycée, puis dans la ville. Il y aura même des mouvements dans d'autres établissements scolaires de l'île. Les parents d'élèves soutiennent le mouvement, qui devient une grève contre les brimades et l'arrogance des enseignants blancs. A leur tour, les enseignants martiniquais apportent leur soutien aux élèves, greffent là-dessus leurs revendications propres, et entrent en lutte. Le proviseur est séquestré, des locaux administratifs sont envahis. La gendarmerie — uniquement des métropolitains, évidemment — intervient, procède à des arrestations, et cinq inculpations sont prononcées. La tension continuant de monter, le lycée, d'abord fermé sur décision préfectorale, est réouvert. Plusieurs enseignants français reçoivent des mutations pour la métropole, qu'ils n'avaient d'ailleurs pas demandées.

Mais la machine judiciaire suit son cours. Le 25 juillet 1980, les «cinq de Trinité» passent en procès, à Fort-de-France. Une manifestation a lieu, tandis que les abords du Palais de Justice sont quadrillés par les gardes mobiles. Un «Front de solidarité aux inculpés de Trinité» est mis en place, avec le soutien de toutes les organisations de gauche. Dans toute la Martinique, les bombages fleurissent. C'est le colonialisme français qui est accusé.

A la demande des avocats, le procès se poursuivra le 24 octobre. Déjà la mobilisation se prépare pour ce jour.

Pour subtile qu'elle soit, la distinction a une signification, concrétisée par l'adoption d'un «projet de société», défini comme «socialiste autogestionnaire». Conçu par des militants de l'ancien PS martiniquais, qui s'est dissous dans le PPM, le projet prévoit explicitement «l'abolition de la propriété privée des moyens de production et d'échange, et abolition de la propriété privée des moyens de décision».

Les programmes et promesses peuvent certes toujours être remis en cause, mais il apparaît quand même aujourd'hui que le PPM est lié par un projet qui exclut toute perpétuation du néo-colonialisme. Au-delà des personnalités, c'est sur cette base que se construit l'unité des militants, dont la radicalisation s'accroît.

La retentissante interview de Césaire à Paris-Match, où il déclarait que «tôt ou tard la Martinique sera indépendante», pouvait faire penser à l'amorce d'une construction de type Gis-

card. A l'inverse, le récent Congrès du PPM semble fermer la porte à cette éventualité.

Sans doute faut-il relier ces évolutions du PPM, comme celle du PC, qui s'affirme lui aussi pour l'indépendance depuis son Congrès d'avril, à la poussée révolutionnaire indépendantiste. Si naguère les révolutionnaires pouvaient apparaître comme isolés, n'ayant prise que sur certains couches de la population, et seulement par intermittence, il n'en va plus de même aujourd'hui. Un mouvement comme le MIM (Mouvement pour l'indépendance de la Martinique), plus connu sous le nom de son journal, *La Parole au Peuple* apparaît comme une force politique crédible, et en extension. Présent sur le terrain électoral (son président, Alfred Marie-Jeanne, est conseiller général et maire de Rivière-Pilote), le MIM-*La Parole au Peuple* l'est aussi, avant tout, sur le terrain des luttes. Il a reçu dans ce domaine l'appui de la CSTM, le deuxième syndicat de la Martinique après la CGT, qui ne fait pas mystère de ses options indépendantistes et révolutionnaires. Ce n'est pas un hasard si le MIM et la CSTM sont la cible d'une vigoureuse campagne de presse impulsée par la préfecture, celle-ci n'hésitant pas non plus à envoyer sa police de temps à autre.

L'histoire avance. Pendant près de 20 années, l'alternative proposée au peuple martiniquais se résumait au choix entre la départementalisation ou l'autonomie dans le cadre français. L'idée d'indépendance, véhiculée initialement par une très petite minorité, a fait son chemin, modifiant les données du problème. Il y avait les «indépendantistes», et les autres. Aujourd'hui, ce qui germe à la Martinique, c'est l'aspiration à une société nouvelle, complètement débarassée des méfaits du colonialisme.

# IRAK - IRAN : DU CONFLIT A LA GUERRE OUVERTE

La transformation du conflit irako-iranien en guerre ouverte a des racines profondes, à la fois dans l'histoire de la région et dans les importantes modifications en cours depuis plusieurs années, modifications liées tant aux conséquences de la chute du Shah, qu'à la difficulté de plus en plus importante que rencontrent les Etats-Unis à régenter la politique régionale, ainsi qu'à la confrontation latente entre les Etats-Unis et l'URSS pour le contrôle de la région.

Les bouleversements ainsi introduits dans la région ont ouvert en Irak la possibilité de réaliser une ambition caressée depuis longtemps — à tout le moins depuis le début des années soixante-dix dans les publications du parti Baas au pouvoir — de devenir une puissance majeure, tutélaire des Etats Arabes du Golfe et noyau de l'unité arabe — au moins dans la région Moyen-Orient-Golfe.

Les instruments en vue de réaliser cette ambition ont été progressivement mis en place : ambitieux plans de développement industriel, constitution d'une armée puissante grâce aux capitaux issus de la vente du pétrole.

La décision prise par le gouvernement irakien de faire la guerre à l'Iran a donc, par-delà les différents qui l'oppose au régime iranien, pour fondement

cette politique constante du Baas : assurer la prééminence de l'Irak.

Aussi bien les Etats-Unis comme l'Union Soviétique ont-ils paru embarrassés par le développement de ce conflit. Quand les Etats-Unis mettaient en garde l'URSS contre toute intervention, les Soviétiques accusaient longuement les Etats-Unis d'être à l'origine de la guerre. Les Etats-Unis décidaient de mettre l'embargo sur des fournitures destinées à la construction par l'Italie de navires commandés par l'Irak. L'URSS pour sa part, paraît avoir rejeté une demande irakienne d'accroissement des fournitures d'armement, mais rien n'indique que les livraisons prévues ne sont pas effectuées.

Pour n'avoir pas été à l'origine, et n'être pas en mesure de contrôler le conflit, les Etats-Unis et l'URSS n'en restent pas moins profondément impliqués dans les événements. Tout d'abord parce que l'URSS a, au cours de l'été, effectué d'importantes livraisons d'armes à l'Irak, avec lequel elle entretient officiellement des relations très importantes, en vertu notamment d'un traité d'amitié et de coopération datant de 1972. Ensuite les Etats-Unis ont poursuivi systématiquement depuis le début de l'année la mise en place d'un important dispositif militaire afin d'accroître leurs capacités

d'intervention dans la zone du Golfe ; ils alignent désormais 18 navires de combat, dont 2 porte-avions détachés en permanence dans le Golfe, ainsi qu'un corps de 1 800 marines. L'URSS déploie pour sa part, 10 navires de combat auxquels s'ajoutent souvent des sous-marins d'attaque nucléaire.

Ces circonstances rendent particulièrement aléatoire la «neutralité» dont les deux puissances se sont réciproquement assurées. «Nous paraissions avoir adopté une vue identique en ce qui concerne le rôle des Etats-Unis et de l'URSS». En d'autres termes, «nous sommes tous deux manifestement en position de neutralité» a affirmé Muskie, après sa rencontre avec Gromyko. Celui-ci aurait dit que l'URSS était favorable au maintien de la liberté de passage dans les détroits. Neutralité d'autant plus aléatoire que les Etats-Unis proposaient le 26 septembre, la tenue d'une réunion des pays occidentaux, afin de garantir le passage des pétroliers dans le détroit d'Ormuz, par le moyen d'une mission navale, ce qui ne saurait manquer d'avoir des conséquences à la fois sur le conflit, et sur l'attitude de l'URSS.

Ni les Etats-Unis, ni l'URSS ne contrôlent le conflit. Mais leur intervention peut en modifier radicalement le cours et en faire le point de départ d'un conflit plus vaste.

## Un conflit séculaire

Par Frank ROUSSEL

Le 17 septembre, l'Irak abrogeait l'accord d'Alger conclu le 6 mars 1975 pour sceller la réconciliation entre l'Irak de Saddam Hussein et l'Iran du Shah. Cet acte unilatéral a provoqué la riposte immédiate des autorités de Téhéran, portant les accrochages frontaliers devenus quotidiens, au niveau d'une guerre locale. Une telle situation dans cette région du monde où circulent 40% des approvisionnements mondiaux en pétrole risque à tout moment de dégénérer en conflit généralisé, d'où la nécessité de trouver un règlement rapide acceptable pour les deux parties.

Si le conflit armé qui oppose aujourd'hui l'Iran et l'Irak ne saurait s'expliquer par la seule rivalité séculaire arabo-persane, cette dimension ne peut être totalement gommée dans la mesure où elle constitue une des données constantes dans l'histoire des relations des deux Etats. L'antagonisme entre les deux pays remonte à la conquête arabe, dont l'apogée est marquée en 637 par la bataille de Qadisyah en Mésopotamie qui consacra la chute de l'empire perse. Ce qui fait dire aujourd'hui à la propagande gouvernementale irakienne : «Durant des millénaires, la Perse ne s'est affranchie de l'oppression des empereurs tyranniques que deux fois. Une fois grâce aux Arabes musulmans qui combattirent héroïquement Chosrae Anu Chirwan, écrasèrent son armée détruisirent son empire érigé sur l'oppression et la corruption, répandant l'Islam, religion du droit et de la justice à travers toute la Perse. La deuxième fois, les Iraniens ne purent se débarrasser de leur sinistre empereur Mohammed Reza Pahlevi que grâce à l'Islam, religion que les Arabes ont eu, le mérite de promouvoir et de diffuser parmi les nations, dont la Perse».

Depuis cette époque lointaine, un lourd passif concernant en particulier le problème des frontières n'a cessé d'opposer Bagdad à Téhéran.

En 1913, le protocole signé entre la Perse et la Turquie suivi des travaux de la commission de 1914 fixe le tracé de la frontière à la ligne médiane du Chatt-El Arab. Mais l'impérialisme britannique, dont les intérêts étaient alors nombreux en Irak, imposa en juillet 1937, une révision du tracé de frontière en faveur de la monarchie irakienne à qui l'on octroyait ainsi la rive orientale du fleuve : 22 ans plus tard, l'Iran étant au fait de sa puissance économique et militaire, est sur le point d'assurer le rôle de «gendarme du Golfe», appelé par les vœux des Etats-Unis. Pour inaugurer ses prétentions régionales, à la mi-janvier 1969, le Shah revendique la souveraineté iranienne sur l'île de Bahrein, ce à l'heure où Bagdad affirme le caractère arabe des deux rives du Golfe. Les relations entre les deux pays ne vont pas tarder à s'envenimer, lorsque le 19 avril, le Shah dénoncera l'accord de 1937, exigeant qu'on restitue à l'Iran la rive orientale du Chatt El Arab. L'Irak masse alors ses troupes le long de la frontière iranienne.

La guerre sera évitée de peu, sans doute Bagdad redoute de s'engager sur un deuxième front alors que son armée est déjà engagée dans les combats au Kurdistan irakien. Cette situation sera exploitée par le Shah, qui fera de la rébellion kurde une arme privilégiée dans son conflit avec l'Irak.

### Les Kurdes : talon d'Achille de l'Irak

Dès 1969, l'Iran apportera une aide militaire aux Kurdes d'Irak, s'interrompant en 1970, lors de l'accord signé entre le général Barzani (dirigeant kurde) et le régime Baas irakien ; elle connaitra

un essor sans précédent à partir de 1972.

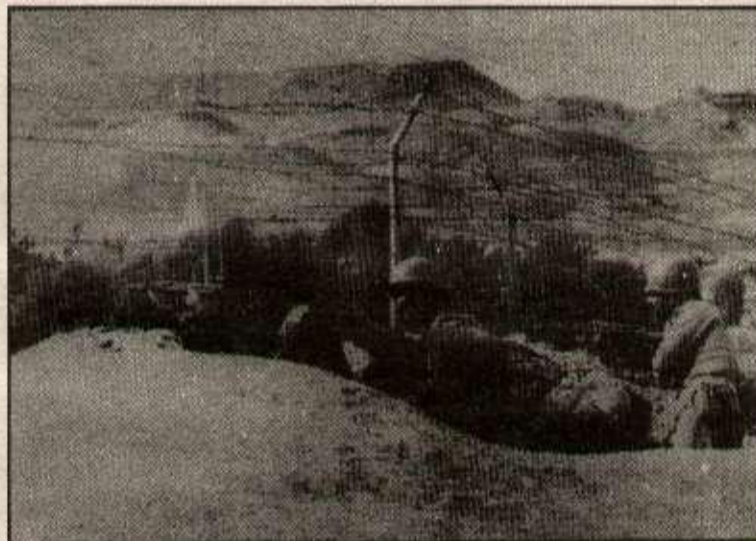
En effet, le 8 avril 1972, le traité irako-soviétique n'est pas sans inquiéter Téhéran, craintes confirmées par l'octroi par Bagdad de facilités portuaires à la flotte soviétique. Ce traité est loin de satisfaire les Kurdes qui voient leurs amis soviétiques fournir à l'Irak les armes qui serviront à leur anéantissement.

Face à cette situation, les dirigeants kurdes avec à leur tête Barzani vont alors commettre une erreur qui leur sera fatale en acceptant les offres alléchantes que leurs font le Shah d'Iran et la CIA. Cette dernière fournira aux Kurdes d'Irak une aide de 8 milliards d'anciens francs de 1972 à 1975, à laquelle s'ajouteront les canons de DCA de l'armée iranienne avec leurs serveurs. Cette aide est assortie d'une condition essentielle : le général Barzani devra s'employer à empêcher que tout mouvement autonomiste ne se développe au Kurdistan iranien, ce qu'il exécutera scrupuleusement...

Après une trêve d'environ 4 ans (1970 à 1974), mise à profit par les Kurdes pour renforcer leur armement, les combats reprendront au printemps 1974, pour atteindre un niveau sans précédent à l'automne.

Selon des «fuites» provenant de la CIA, le rapport de la centrale américaine présente ainsi l'aide apportée aux Kurdes : «Tant le président et le Dr Kissinger que le chef d'Etat étranger (le Shah) ne désiraient pas que nos clients (les Kurdes) puissent obtenir la victoire. Ils voulaient que les insurgés fussent à même de soutenir un degré d'hostilité juste assez élevé pour saper les ressources de l'Etat voisin».

D'avril 1974 à mars 1975, les Kurdes reçurent une aide importante de l'Iran, mais qui échappa totalement à leur contrôle. C'est ainsi qu'ils ne purent jamais disposer de plus de trois jours de munitions, afin de leur



enlever toute velléité de se retourner contre leur «protecteur».

### La réconciliation : l'accord d'Alger

Dès octobre 1972, par l'intermédiaire d'un ministre des Affaires Etrangères d'un pays du Tiers-Monde — sans doute la Turquie — le Shah d'Iran avait fait savoir à l'Irak qu'il était prêt à rétablir la paix dans la région (sous-entendu : en cessant toute aide aux Kurdes), en échange de quoi, l'Irak renoncerait à ses droits sur la rive droite du Chatt El Arab, reconnus par le traité de 1937.

Le coût de la guerre au Kurdistan — Saddam Hussein a reconnu récemment que les combats firent 60 000 morts dans l'armée irakienne de 1974 à

1975 — finira par convaincre l'Irak d'accepter la proposition du Shah. C'est ainsi que le 6 mars 1975, à l'occasion du sommet de l'OPEP sera signé l'accord d'Alger. Celui-ci prévoit d'après les clauses officielles : la fixation de la frontière fluviale irano-irakienne selon la ligne du talweg, la fermeture et le contrôle des frontières afin d'empêcher toute «infiltration subversive». Ce qui eut pour résultat concret la cessation par l'Iran de toute aide aux Kurdes irakiens en échange de quoi l'Irak s'est abstenu — au moins sous le règne du Shah — d'aider le PDK Iranien, le Front Populaire de Libération d'Oman et a mis une sourdine aux revendications historiques des Arabes sur le Khouzistan (Arabistan).

SUITE PAGE 9



Un conflit séculaire

SUITE DE LA PAGE 8

Le changement de régime en Iran et la détérioration des rapports

Du temps du Shah, les autorités irakiennes ont appliqué scrupuleusement l'accord signé à Alger, allant même jusqu'à prier l'Imam Khomeiny de quitter Nadjaf (Irak) où il était réfugié depuis 1964. Celui-ci n'a jamais pardonné l'attitude de Bagdad à son égard.

Les rapports avec la République Islamique installée à Téhéran n'ont pas tardé à se détériorer, puisque, dès janvier 1980, l'Iran se plaignait d'incidents de frontière. Bien avant cette époque, divers bruits avaient courus sur le rôle joué par l'Irak dans les événements du Khouzistan. En avril les choses vont s'aggraver lorsque Bagdad lance son premier ultimatum, sommant Téhéran de «retirer immédiatement ses forces d'occupation des trois îles arabes du Golfe: Petite Tomb, Grande Tomb et Abou Moussa». En 1971, le Shah s'était emparé de ces trois îlots appartenant aux Emirats Arabes Unis. Le 7 avril dernier, l'Iran

rapatrie ses diplomates en poste à Bagdad, l'Irak réplique en expulsant plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens. Début août, l'Iran demande que l'aide militaire soviétique à l'Irak cesse car ces armes «sont utilisées en fait contre l'Iran».

L'attitude de l'Irak s'est faite plus menaçante dès lors que la situation de l'Iran s'est détériorée, les affrontements avec les minorités nationales du Kurdistan en particulier et les luttes politiques internes sont venus s'ajouter aux difficultés économiques que devait résoudre le nouveau régime: blocus américain suivi en partie par les Européens, l'opération américaine de Tabas, etc. Le manque de stabilité politique, le relatif isolement diplomatique, l'affaiblissement de l'armée dont les cadres n'ont pas tous pu être remplacés, s'ajoutant au problème mal résolu des minorités nationales, tout ceci offre un terrain favorable aux entreprises visant à déstabiliser l'Iran. C'est cette situation particulière qu'a choisie l'Irak pour affronter son voisin. Ainsi, un article du mois de juin dans l'organe central du Baas irakien laisse entrevoir des menaces à

peine voilées: «Le Shah lorsqu'il avait entrepris de nuire à l'Irak l'avait fait à partir d'une situation bien meilleure, appuyé par un régime bénéficiant d'une vieille expérience et d'appareils confirmés. Il avait à sa disposition un potentiel militaire et financier considérable, sans compter ses vastes relations.» (...) «Il y aurait beaucoup d'autres choses encore à dire sur la situation en Iran et ce qui s'y trame contre l'Irak... Mais nous nous en tiendrons là, attachés que nous sommes à la position que nous avons adoptée face au gouvernement du Chah en 1969 lorsque nous avons commencé à le mettre en garde et à lui prodiguer certains conseils. Mais ce gouvernement n'ayant pas tenu compte de nos mises en garde et s'étant lancé dans l'aventure de l'hostilité à l'Irak, le paya très cher. (...)

Aujourd'hui, nous avertissons, nous mettons en garde et nous conseillons aux dirigeants de l'Iran de ne pas réitérer le jeu du Chah et d'éviter l'aventure dans laquelle il s'était lancé contre notre pays. Le changement de visages, de masques ou de slogans ne suffit pas à transformer la réalité. S'ils écoutent notre conseil, ils rencontreront auprès de nous un désir sincère et une disposition loyale à établir des relations de bon voisinage et de coopération fructueuse. Si

non, nous ne serons pas à blâmer. Mais il est de notre devoir de rappeler que ceux qui voudraient jouer un tel jeu auraient nécessairement à le payer cher. Car la Révolution en Irak possède un bras plus puissant et plus long qu'ils ne l'imaginent et que ce que veulent leur faire croire les hypocrites et ceux dont les cœurs sont malades.»

Le mois dernier, un fonctionnaire du ministre iranien des Affaires Etrangères nous déclarait: «Le gouvernement irakien s'est livré à des provocations dès l'installation du nouveau régime de Téhéran. Aujourd'hui il soutient une frange du mouvement autonomiste Kurde. Pour leur part, les Etats-Unis et l'URSS appuient différentes tendances du mouvement Kurde. C'est principalement cette tendance qui a empêché à l'armée iranienne d'accéder à la frontière avec l'Irak, au moment où Bagdad multipliait les infiltrations sur le territoire iranien». Citant le plan d'infiltration d'une armée commandée par deux anciens généraux du Shah, notre interlocuteur déplorait les agissements de certaines organisations autonomistes kurdes qui pensaient exploiter la situation pour leur compte, empêchaient par leurs attaques de diversion, l'armée iranienne d'assurer une véritable étanchéité des frontières.

Sans se prononcer sur le

second point, tant les informations sur le Kurdistan sont contradictoires, il est désormais acquis d'un certain nombre de partisans du Shah et non des moindres, pour ne citer que les chefs de file des principaux groupes, Shappour Bakhtiar et le général Hoveissi bénéficiant de nombreuses complicités en Irak. Le général Hoveissi, surnommé le «boucher de Téhéran», responsable de l'assassinat de plusieurs milliers de manifestants lors du «vendredi noir» (novembre 1978), dispose en Irak d'une radio qui émet en direction de l'Iran. Shappour Bakhtiar, dernier premier ministre du Shah dispose des mêmes installations, il a reconnu avoir effectué trois visites en Irak depuis la chute de son gouvernement. Coïncidence troublante, au moment où l'Irak dénonce le traité d'Alger et engage des combats violents avec l'Iran, Shappour Bakhtiar annonce son intention de... former un gouvernement en exil. Fort du soutien de Bagdad, celui-ci devait cependant ajouter qu'il renoncerait à une telle initiative si son «gouvernement» ne devait être reconnu que par les Irakiens.

Selon un haut fonctionnaire du Département d'Etat américain, l'Irak se servirait d'anciens généraux du Shah comme conseillers dans le conflit armé avec l'Iran.

# Irak : des plans de développement ambitieux

Par Grégoire CARRAT

## Les buts de la guerre en Irak

Déclaration de Saddam Hussein le 17 septembre 1980 :

«L'Irak n'a pas l'intention de déclencher une guerre contre l'Iran, mais tient uniquement à recouvrer ses droits légitimes et défendre le territoire national. Nous avons pris la décision de récupérer tous nos territoires par la force. Les eaux du Chatt-El-Arab doivent retrouver leur ancien statut irakien et arabe et être placées entièrement sous souveraineté irakienne.»

Les conditions du cessez-le-feu, le 27 septembre 1980 (Tareck Aziz, à Paris) :

«1) Respect par l'Iran de la souveraineté et des droits de l'Irak sur ses territoires et sur ses eaux ; 2) instauration d'accords de bon voisinage avec l'Irak et les autres pays arabes riverains du Golfe ; 3) cessation des ingérences iraniennes dans les affaires intérieures de l'Irak et des autres pays arabes ; 4) cessation de toute activité agressive de l'Iran à l'égard de ces pays.»

Trois remarques s'imposent à l'égard de ces textes.

- 1) Le caractère délibéré de l'intervention irakienne.
- 2) La volonté affichée de soumettre l'Iran en lui imposant des accords.
- 3) La volonté d'apparaître comme le protecteur des autres pays arabes englobés dans les exigences irakiennes, face à une menace iranienne qui était bien plus concrète et réelle du temps du Shah.

Ce qui réunit ces trois éléments est que l'Irak n'a pas fait la guerre pour quelques kilomètres carrés, mais pour disqualifier l'Iran et se poser en puissance tutélaire.

Au cours de l'année 1980, l'Irak est devenu le second producteur de pétrole de l'OPEP, derrière l'Arabie Saoudite. Il poursuivait ainsi un effort constant pour accroître la production de pétrole à l'inverse de la tendance générale de l'OPEP. Cette attitude présente de graves inconvénients : celui entre autres d'accélérer la réduction de la durée de vie des réserves de l'Irak. Cela suppose que l'Irak estime pouvoir rapidement se doter d'une solide infrastructure. Dans un texte présenté par le parti BAAS comme fondamental, bien que datant de 1973, et consacré à l'attitude des pays arabes à l'égard d'Israël, il est dit : «Parmi les conditions nécessaires à l'instauration d'une économie de guerre (exigée pour faire face à Israël) il y en a deux qui sont primordiales : l'indépendance et l'auto-suffisance économique. Indépendance et auto-suffisance pour les produits de base d'importance décisive au moins, s'il n'est guère possible d'assurer une indépendance totale.»

## Un effort d'industrialisation

La venue au pouvoir du parti BAAS en 1968 a été marquée par la nationalisation complète des industries pétrolières achevée en 1975. Sur cette base un ambitieux plan de développement a été lancé pour 1971-1975, prolongé par un plan 1976-1980. Au départ, une augmentation massive de la production était prévue pour en assurer le financement (200 000 000 de tonnes en 1980 contre 75 000 en 1970 !). Si l'évolution du marché pétrolier n'a pas permis cet accroissement, par contre la hausse des prix du pétrole a assuré dans un premier temps des ressources suffisantes pour transformer certaines régions du pays en im-

menses chantiers. Tout d'abord dans la zone côtière de Bassorah où s'édifie un énorme complexe industriel, mais également dans la région de Bagdad et dans celle de Mossoul : 45 % des ressources allouées au plan étaient affectés à l'industrie et aux transports, signe incontestable d'une volonté de constituer une infrastructure complète et solide.

Dans sa structure cet effort d'industrialisation pour être accéléré ne paraît guère différent de celui des autres pays de l'OPEP. Il s'agit tout d'abord du raffinage dont les capacités ont triplé de 1970 à 1979, rythme supérieur à la moyenne de l'OPEP (+ 70 %). Ensuite, le régime irakien a entrepris la création de puissants complexes pétrochimiques dans la région de Bassorah (éthylène, unités d'engrais, urée) ainsi que dans la même région un complexe sidérurgique d'une capacité de un million six cents mille tonnes. Un effort a également été très sensible pour la production de matériaux de construction : largement consommés en Irak ainsi que pour le développement d'une industrie alimentaire. En outre, l'Irak produit sous licence des voitures, des produits chimiques, etc.

C'est un des plus importants projets d'industrialisation et l'un des plus spectaculaires qui se poursuit actuellement en Irak, et semble-t-il avec une certaine efficacité. Il n'en est cependant encore qu'à son début, et sa finalité, assurer l'indépendance économique du pays, est loin d'être atteinte. C'est là une limite importante, elle ne peut cependant occulter le fait que l'Irak apparaît désormais, après l'échec du Shah en Iran, comme le principal pôle économique de la région. En outre, le gouvernement irakien paraît avoir cherché à éviter les distorsions auxquelles donnaient lieu en Iran les entreprises du Shah, et tout indique que l'effort d'industrialisation va



se poursuivre tout en prenant des formes plus diversifiées. Cette poursuite exige que l'Irak importe non seulement de la technologie comme il l'a fait jusqu'à présent, mais également, de manière permanente des matières premières qui lui font défaut. C'est peut-être là une raison supplémentaire qui pousse l'Irak à assurer sa prééminence dans le golfe afin de se garantir la voie la plus commode pour ce commerce.

## Le nucléaire du civil au militaire

La volonté du gouvernement irakien de doter le pays d'une infrastructure complète apparaît nettement dans le programme nucléaire. Celui-ci comporte trois aspects. Tout d'abord la livraison par la France d'un ensemble de

réacteurs nucléaires à uranium hautement enrichi qui est sur le point de commencer à fonctionner à Bagdad, la première livraison d'uranium ayant été réalisée. Ensuite la livraison par l'Italie de quatre réacteurs plus petits, également destinés à la recherche. Enfin un accord avec le Brésil aux termes duquel ce pays fournira du minerai à l'Irak, l'aidera à effectuer de la prospection en Irak même, et enfin formera des techniciens. Il est peu probable que les installations fournies dans ce cadre servent à la fabrication d'une bombe ; par contre, en se dotant de la technologie et en acquérant la maîtrise, l'Irak s'apprête à devenir une puissance nucléaire, c'est-à-dire à avoir la capacité de produire toute la gamme des installations nucléaires, y compris les militaires.

SUITE PAGE 10

**Irak : des plans de développement ambitieux**

SUITE DE LA PAGE 9

**L'armée systématiquement renforcée**

L'infrastructure industrielle est destinée à asseoir une «économie de guerre» selon les termes du BAAS. L'armée, elle, est chargée de la conduire éventuellement. Et c'est la seconde grande priorité des plans de développement irakiens depuis 1970. Elle absorbe 17,6 % des ressources

affectées au plan. Elle a été renforcée dans toutes ses composantes : doublement du nombre des hommes, quadruplement du nombre des chars, décuplement du nombre des hélicoptères, accroissement sensible du nombre des avions. Avec 222 000 hommes, 2 100 chars, 339 avions, 248 hélicoptères, l'armée irakienne est devenue la principale armée du Golfe. Enfin, à la fin de 1979, il décidait de se doter d'unités de marine, corvettes, frégates équipées de missiles,

hélicoptères de lutte anti-sous-marine, et bâtiments bases, qu'il commandait à la France.

Ces efforts ont complètement modifié la capacité de l'armée irakienne, qui devient désormais en mesure de conduire d'importantes opérations de combat.

Pour autant, certaines limites existent : cette armée est intégralement équipée par l'étranger. D'abord l'URSS et les autres pays de l'Est qui ont fourni les armes destinées à la modernisation de l'armée au début des années 70. 800 conseillers militaires soviétiques sont toujours en poste dans l'armée irakienne. Ensuite la France qui a fourni 36 Mirage s'apprête à en fournir 24 autres, envisage de vendre le Mirage 2000, et qui a reçu la commande de plusieurs navires, ainsi que l'Italie. Cette dépendance

est à même de créer des sujétions extrêmement lourdes si l'Irak ne mène pas une politique dont ne bénéficieraient pas ses fournisseurs. Actuellement même la dépendance à l'égard de l'URSS ne paraît guère compatible avec l'opposition manifestée par l'Irak à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan. Mais en même temps, une rupture avec l'URSS paraît peu envisageable du fait des besoins importants en matériel militaire.

Malgré ces limites, que connaissent tous les pays de la région, l'Irak apparaît grâce à sa puissance économique en cours d'édification et à sa puissance militaire comme un Etat fort dans le Golfe, où il entend jouer un rôle (cf. encart). L'une des conséquences les plus importantes de l'affirmation de l'Irak comme nouvelle puissance régionale est la signature en septembre 1979 d'un traité de défense mutuelle avec l'Arabie Séoudite, avec laquelle l'Irak s'opposera d'ailleurs aux exigences iraniennes lors de la dernière réunion de l'OPEP. Toutefois l'émergence de l'Irak est diversement appréciée dans le Golfe et parmi les Etats arabes. A l'appel lancé le 24 septembre par Hussein de Jordanie pour faire bloc derrière l'Irak afin «de défendre la patrie chérie et le territoire national» ont répondu le Maroc, le Nord-Yémen, Khaled d'Arabie Séoudite qui a assuré l'Irak de son appui «dans son combat pan-arabe et son conflit contre les Perses ennemis de la nation arabe». Par contre la Libye, le Sud-Yémen ainsi que l'OLP ont cherché à obtenir l'arrêt des combats, quant aux pays du Golfe, ils se sont abstenus.

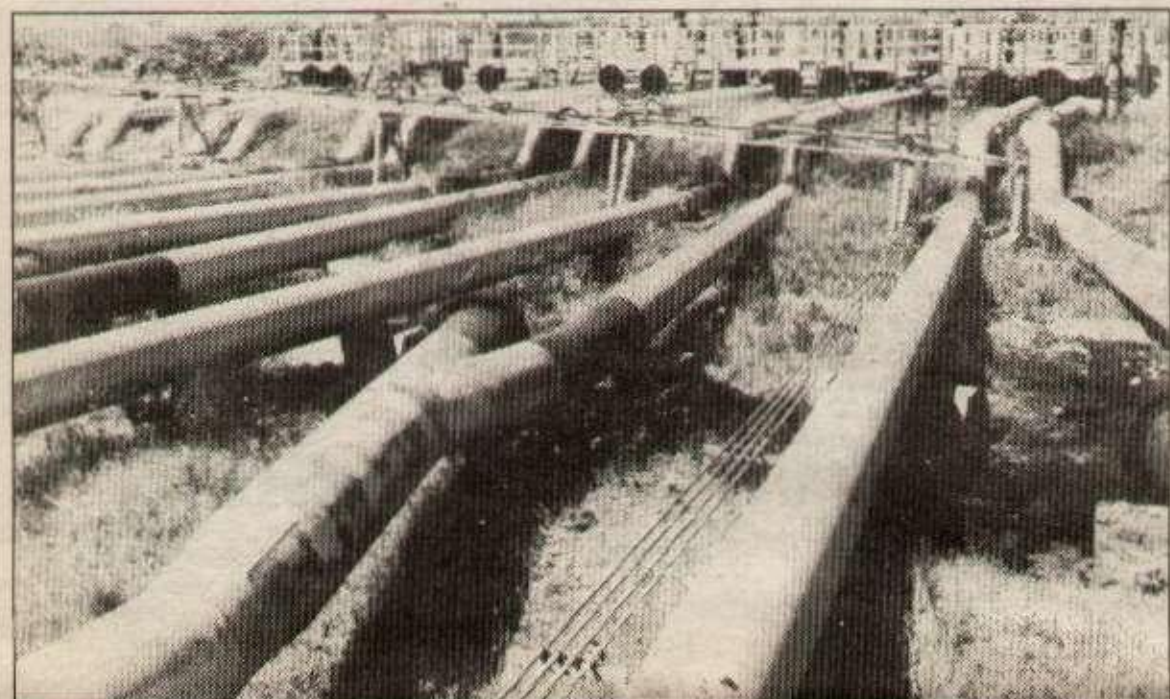
Derrière la guerre irako-iranienne se joue une autre partie, im-

**Le rôle de l'Irak vu par le BAAS**

«(...) Une révolution comme celle de l'Irak ne peut continuer à vivre dans un cadre régional et se soustraire à ses engagements à l'échelle nationale, ce qui serait incompatible et ne pourrait aboutir qu'à la catastrophe. La révolution en Irak ne pourra durer et se consolider, ne pourra devenir un foyer révolutionnaire radieux et un centre d'attraction qu'en agissant de concert avec la lutte de libération nationale arabe, la lutte pour l'unité et le socialisme. Son influence sera à la mesure des sacrifices qu'elle consentira pour cette lutte. Telle est sa voie et sa véritable vocation et elle connaît mieux que quiconque sa vocation. (...)»

Ce texte de 1973 est présenté comme essentiel par le parti BAAS qui le diffuse toujours. S'il a été originellement écrit à propos de la lutte palestinienne, il est évident qu'il vise surtout à travers celle-ci, à définir le rôle que l'Irak entend jouer dans la région : «un centre d'attraction...». Les événements du Golfe lui donnent l'occasion d'y parvenir.

portante : quelle sera la place de l'Irak et les rapports entre les Etats arabes, où pour la première fois ni les USA, ni l'URSS ne paraissent disposer des instruments de décision. Sauf à intervenir brutalement pour établir par les armes un rapport de forces plus favorable.



**enquête**

**La pratique de l'unité à la base à la Lainière de Roubaix**

Alors que la polémique CGT-CFDT reprend de plus belle suite au discours de rentrée d'Edmond Maire à Nantes, alors que l'on s'engage plus profondément dans les querelles d'états-majors : où en est-on sur le terrain des boîtes ?

Comment sont vécues ces divisions et comment les problèmes d'unité syndicale se posent-ils concrètement aux sections d'entreprises ?

La Lainière de Roubaix, c'est le domaine de Prouvost Masurel SA. Dans ce bague du textile, un des plus gros bastions de la région, travaillent plus de 3000 ouvriers (6000 il y a 10 ans !)

Le tiers du personnel provient de la région minière : ce sont des filles des mines qui se tapent quotidiennement leur 30 à 60 kilomètres en bus. Une autre composante importante dans la boîte est constituée par les travailleurs immigrés (notamment portugais) qui font le gros de l'équipe de nuit.

Du point de vue syndical, la Lainière a longtemps été un fief de la CGT, syndicat majoritaire. Son point fort : les filles des mines justement, provenant d'une région où domine traditionnellement le PCF.

Cela dit, et depuis 3 à 4 années, on assiste à une remontée sensible de la CFDT qui a su se montrer combative et à l'offensive, notamment lors des grandes grèves de 1968, de 1974 et tout dernièrement surtout, lors de l'occupation de l'usine en mai 1979.

Au niveau de la syndicalisation, le taux est relativement faible, (de l'ordre de 15% à 20%) ; c'est d'ailleurs une des caractéristiques des entreprises textiles.

Les problèmes posés aux travailleurs et aux autres sections syndicales ne sont pas nouveaux. Ce sont les mêmes qui touchent l'ensemble de l'industrie textile de la région et qui s'appellent : restructurations, licenciements, chômage partiel, mutations, mauvaises conditions de travail...

**Une réelle volonté d'unité**

Nouveaux par contre sont les éléments apportés par les divisions syndicales et qui caractérisent nationalement les rapports CGT-CFDT depuis plusieurs mois. Mais cette situation passe assez mal à Roubaix car l'on est loin d'une CGT à l'offensive, mobilisant les larges

masses, amassant les victoires face à une CFDT moribonde, recentrée, pratiquant la collaboration.

Ici, à la Lainière, les rapports entre les sections CGT-CFDT sont plutôt marquées par des traits particuliers à ces sections.

La section CFDT est tout d'abord une section offensive qui a joué un rôle important dans les luttes et se trouve souvent en opposition avec la confédération. A de nombreuses reprises, elle a montré sa volonté d'unité d'action et la participation de certains de ses militants au CUB de la localité révèle un désir réel de riposter aux décisions d'états-majors.

Quant à la CGT, elle est traversée par des contradictions. On peut y trouver en gros deux courants : l'un favorable aux analyses de la Confédération, et qui s'oppose donc à l'unité d'action avec la CFDT, l'autre au contraire prêt à réaliser l'unité avec une section CFDT dont ils sont loin de négliger le rôle à la Lainière.

Dans ce contexte, la pilule amère des états-majors a plutôt du mal à passer. Certes le dernier discours d'Edmond Maire a permis de conforter dans ses positions le courant cégétiste,

viscéralement hostile à la CFDT, qui ne rate aucune occasion ; il est vrai qu'il y avait là matière à polémiquer dans les couloirs de l'usine. Du côté CFDT, c'était plutôt la gêne chez certains militants, cependant la section cégétiste ne se reconnaît pas dans ce discours qu'elle juge maladroit et peu efficace dans la période.

**Des divisions venues d'ailleurs**

En tout cas, ni les polémiques engagées depuis plusieurs mois par les confédérations CGT-CFDT, ni le dernier discours d'Edmond Maire, ne semble avoir entravé cette volonté réelle d'une unité d'action à la base. Et cette volonté d'unité a son histoire, n'en déplaise aux confédérations, aux fédérations et aux unions locales, tant CGT que CFDT qui ont à maintes reprises essayé de s'opposer à cette unité. En effet :

Le 23 mars 1979, la section CFDT s'est associée à la marche sur Paris de la CGT en faveur des sidérurgistes.

En mai 1979, c'est l'intersyndicale CGT-CFDT qui dirige l'occupation de l'usine dans laquelle la CFDT a joué un rôle important.

Le 28 avril 1980, lors d'une manifestation à Roubaix, les deux sections syndicales CGT et CFDT décident une banderolle commune : «pour un 1<sup>er</sup> mai unitaire». Mais les pressions exercées par la fédé et l'UL viendront en définitive empêcher ce projet. Et écœurés par ces manœuvres, beaucoup de militants cégétistes ne participeront pas à la manif du 1<sup>er</sup> mai organisé par la CGT.

Enfin, c'est la participation de militants CFDT au CUB de la localité.

Non, décidément, les discours de guerre des confédérations CGT-CFDT ont du mal à passer ; l'écart est trop grand. Quant aux sections syndicales, elles ont du mal à croire que les polémiques leur permettront d'être à la hauteur face à un patronat qui en attendant fait passer ses plans de restructurations. Ici, on a choisi le terrain le plus fertile, même s'il est difficile, de l'unité d'action dans les luttes car c'est le seul terrain où l'on peut mesurer son efficacité.

**Correspondant Roubaix**

# Non - violence et style de vie : les ambiguïtés de la morale écologiste

Par Loïc LEGARREC

Les écologistes ne limitent pas leur action à la seule défense de la nature et des hommes contre les pollutions de toute sorte mais s'affirment de plus en plus ouvertement comme une force politique radicalement neuve, autonome «vis-à-vis des théories et des organisations politiques existantes». C'est la réalité et le degré exact de cette nouveauté et de cette autonomie que nous voulons mesurer pour mieux savoir où en est le mouvement écologiste.

Malgré le caractère confus et parfois contradictoire de certains textes, il nous a semblé néanmoins possible de dégager quelques thèmes politiques importants. Dans le dernier numéro de *Pour le Socialisme* nous avons tenté de montrer la conception idéaliste de l'Etat qui se dégage des textes et des déclarations des «Amis de la Terre», et

comment en fin de compte, cette représentation de l'Etat est proche de celle qu'en donne la bourgeoisie.

En positif, les écologistes essaient de proposer un projet de société et une certaine voie pour y parvenir. Ce sont ces propositions que nous allons maintenant examiner en tenant compte de l'évolution qu'elles ont suivi depuis 1977. Dans un premier article, nous nous intéressons surtout à ce qu'on pourrait appeler la première période du courant écologiste, celle qui s'étend jusqu'en 1978, et où le Mouvement d'Ecologie Politique semble avant tout se définir comme une «nouvelle culture» et une «nouvelle morale». Quelle place exacte les écologistes accordent-ils alors à la non-violence et à la «transformation des mentalités»? Quel est le style de vie nouveau qu'ils préconisent? Comment envisagent-ils la transformation de la société dans cette période?

A lire les principaux textes et à entendre les déclarations de Brice Lalonde, la non-violence fait partie des bases même de l'écologie. Partant du principe qu'il ne faut pas utiliser les mêmes moyens que le système en place, le courant qui se réclame de l'écologie politique se déclare volontiers opposé à toute violence d'où qu'elle vienne. La place qui semble être donnée à la non-violence dans l'ensemble des thèmes écologiques est néanmoins sensiblement différente selon les organisations.

### «Nouveaux curés» ?

C'est surtout au sein du «Mouvement Ecologique» récemment disparu et qui sera une des composantes de la création du «Mouvement d'Ecologie Politique» (MEP) en 1978 qu'il a particulièrement insisté sur la non-violence présentée comme un principe essentiel, constitutif de l'écologie politique. Celle-ci est définie avant tout comme «non-violente et autogestionnaire» et des liens étroits sont alors tissés avec le Mouvement d'Action Non-Violente (MAN). Alors que Brice Lalonde déclarait en 1977 que le problème de la Défense Nationale constituait une des «grosses lacunes de la réflexion écologique» (1), le mouvement écologiste reprenait à son compte les propositions du MAN : désobéissance civile non-violente, arrêt des industries d'armement et défense civile non-violente... Une place importante est consacrée à la non-violence dans le projet politique du «Mouvement Ecologique», et dans le manifeste qu'il a publié en 1978, on peut lire des pages entières d'un pacifisme quasi religieux du genre : «La non-violence c'est combattre le mal sous toutes ses formes sans faire du mal à personne, même pas à ceux qui font du mal. La tactique est de toucher le violent dans sa conscience... La non-violence repose sur la force de la vérité. Cette vérité est justice et amour. Si la non-violence découle de la vérité, il suffit d'être vrai. La vérité est le contraire du mensonge», etc... Du côté des Amis de la Terre on ne semble pas en être arrivé, si l'on peut dire, à de telles extrémités. Le réseau international des Amis de la Terre se veut néanmoins «divers, constructif, non-violent et ouvert» et à partir du moment où l'écologie est définie comme «peut-être, par dessus tout un mouvement qui tisse une nouvelle morale» la non-violence va

avoir tendance à être un des thèmes importants.

Ainsi, au moment où ils commencent à formuler leurs conceptions, les écologistes politiques ont tendance à placer la question de la violence sur un terrain général et abstrait proprement métaphysique. Cette violence semble due à un «instinct dominateur» qui s'exercerait à la fois contre la nature et contre les hommes. C'est ainsi qu'Alain Hervé des Amis de la Terre déclarait en 1977 : «L'entreprise humaine n'a eu qu'un but : accéder à un stade supérieur, se prétendre Dieu, légitimer son droit à régner sur tout ce qui existe». La violence est ainsi présentée dans certains textes comme la figure du Mal et sa dénonciation est fortement empreinte d'un moralisme religieux. Les écologistes prêtent alors le flanc à la critique qui les qualifie de «nouveaux curés».

### Face à la répression policière

La position de principe des écologistes va cependant se heurter à la réalité de la répression lors des manifestations anti-nucléaires. La marche de Malville en juillet 1977 va constituer le point culminant de ces manifestations en même temps qu'elle va obliger les associations à prendre directement position face à la violence policière qui provoquera la mort d'un manifestant et des blessés graves.

Les «Comité Malville» affirment alors clairement leur solidarité «avec tous les manifestants, quelles que soient leur appartenance politique, leur nationalité, leurs méthodes d'action». Mais les déclarations de Brice Lalonde qui apparaissent alors comme celles des «Amis de la Terre» sont quant à elles pour le moins ambiguës. Celui-ci affirme en effet que «M. le Préfet est un meurtrier doublé d'un menteur», il présente la violence policière comme l'effet d'un comportement individuel et affirme sa solidarité avec les non-violents : «Je tiens à exprimer mon indignation et mon inquiétude à la suite du comportement des autorités, le Préfet a totalement manqué de sang froid. Je l'accuse d'avoir inutilement blessé et tué... Je souhaite vivement que ce pays soit assez démocratique pour révoquer des cow-boys de ce genre et je salue les 50 000 marcheurs non-violents». Dans un article paru ensuite dans le journal *Le Matin*, Brice Lalonde condamnera «les groupes gau-



chistes infiltrés et violents» en même temps que le Préfet Janin, tandis qu'il se montrera favorable à une certaine ouverture vis-à-vis du PS. La non-violence de Brice Lalonde aboutit ainsi à mettre quasiment sur le même plan, la violence meurtrière de l'Etat capitaliste et celle d'une partie des manifestants.

Mais à ces affirmations moralistes viennent s'ajouter des arguments plus directement politiques : le Mouvement Ecologiste aurait une «vocation majoritaire» et de ce fait, il ne pourrait utiliser la violence parce que celle-ci isole nécessairement de la population. C'est ainsi que les écologistes semblent considérer toujours la violence comme le fait d'une minorité isolée. La riposte populaire face aux agressions capitalistes telle que celle-ci s'est par exemple développée à Longwy ou à Denain n'est ainsi nullement prise en compte. Il semble bien qu'un certain nombre de «militants» écologistes gardent de la violence l'image qui fut celle qu'en a donné dans les années 1969-1970 un groupe comme celui de la «Cause du Peuple» : celle d'un type de violence exemplaire et minoritaire

devant «débloquer l'énergie des masses», et qui aboutit à l'impasse. Il existe d'autre part au sein du «Réseau des Amis de la Terre», et parmi des groupes locaux qui lui sont plus ou moins rattachés, des partisans de l'action directe contre l'installation des centrales nucléaires dont certains se réclament de l'«autonomie». Ceux-ci viennent ainsi conforter l'image de la violence qui semble dominer au sein du courant écologiste.

### «Small is beautiful» ?

Dans le même temps où le courant écologiste se déclare non-violent, il se fixe avant tout comme but la transformation des mentalités. Il s'agit alors de se comporter en quelque sorte «comme un bon écologiste», et cela ne semble pas du reste être très compliqué. On peut en effet être écologiste sans adhérer à une association, ou faire de l'écologie sans le savoir à partir du moment où on suit un certain style de vie : «On peut très bien agir individuellement ou en famille pour l'écologie en modifiant par exemple son style de vie» (2)

En quoi consiste ce comportement nouveau ? Il faut d'abord, semble-t-il, changer son rapport à la nature en cessant de vouloir la dominer pour l'aimer «pour elle-même». «Dans cette contre culture, écrit ainsi Brice Lalonde, l'amour de la nature occupe une place privilégiée. Qu'importe après tout la démonstration scientifique des fonctions vitales d'une forêt ou d'un éco-système, nous voulons la conserver d'abord parce qu'elle est belle et que nous l'aimons d'un amour plus vital encore» (2). Cette «communion» avec la nature se double d'un amour fraternel pour les hommes et là aussi il s'agit de se débarrasser de cette volonté de domination qui semble inhérent au genre humain. La «densité des rapports inter-personnels» tient une place relativement privilégiée dans les préoccupations des Amis de la Terre, qui en appellent «à reconstruire le monde autour des personnes» en formant «des collectivités conviviales». Enfin ce nouveau style de vie implique de se conformer à un précepte clef des écologistes : «Au lieu d'avoir plus, il s'agit d'être mieux... une idée scandaleuse émerge, écrit ainsi Brice Lalonde : moins c'est peut-être mieux. Oh pas forcément bien sûr, mais tout de même... Moins de voiture, plus de silence ; moins de travail, plus de temps ; moins de beefsteak, plus de pot-au-feu... Sans doute existe-t-il des seuils au-delà desquels les satisfactions données par une consommation s'inversent et finissent par créer des frustrations, voire de destructions beaucoup plus fortes... Désormais le luxe ne fascine plus, il devient plutôt répugnant.» (2)

Les écologistes constatent ainsi les conséquences du développement de la production capitaliste qui n'a pas pour but la satisfaction des besoins du peuple, mais ils en restent à la surface des choses. C'est le développement de la production lui-même qui serait en cause, la machine économique se serait en quelque sorte «emballée». La question du profit est ainsi esquivée par celle de la taille et de la grandeur des phénomènes. Tout devient alors une question «d'échelle», d'où le slogan fameux que les écologistes politiques reprennent à leur compte : «Small is beautiful ! Mini Extra !». Ils en arrivent ainsi à opposer mécaniquement épanouissement individuel et abondance de richesses sous prétexte que sous le capitalisme,

SUITE PAGE 12

## Non - violence et style de vie : les ambiguïtés de la morale écologiste

SUITE DE LA PAGE 11

certains des biens produits ne correspondent pas à de réels besoins.

Quand les écologistes en appellent simplement à «être — s'épanouir en s'ouvrant au monde, aux autres, à la connaissance, à la création — prendre le temps, goûter, aimer, célébrer». Ils laissent de fait supposer que les conditions matérielles pour qu'il en soit ainsi, existent pour toutes les couches de la société. Ils élargissent ainsi de fait une situation et un mode de vie propres à des classes privilégiées à l'ensemble de la société.

Cette ambiguïté-même du discours écologique fait que celui-ci, malgré tous les «garde-fous» que peuvent y mettre les écologistes, peut se prêter à une exploitation par la droite qui tente de s'en servir pour essayer de masquer sa politique d'austérité et de chômage. C'est ainsi, par exemple que le gouvernement justifie une série de mesure comme le travail à temps partiel

en présentant celles-ci comme un moyen de «vivre mieux».

## Changer la vie sans changer la société ?

Pour les écologistes il s'agit donc, d'abord et avant tout, de «vivre en écologiste» à l'intérieur de la société actuelle. Toute action doit être ainsi commandée par ce même impératif : faire comme si la société écologique existait déjà : «La meilleure méthode consiste encore à s'inspirer de la formule soixante-huitarde : prenez vos désirs pour des réalités... Pour nous, la formule signifie : si nous étions dans une société écologique, qui serions-nous ? Que ferions nous ? Voilà donc exactement ce que nous avons à faire : agir comme nous voudrions pouvoir agir dans une société écologique et bien entendu, dans ce monde-là, la politique serait débarrassée de ses aspects militaires, la violence serait désarmée... Il ne s'agit donc pas de nous comporter d'une manière différente» (2)

Ce nouveau comportement semble posséder la seule force de l'exemple : en répandant la bonne parole et en montrant qu'il est possible de vivre autrement, dès maintenant, la société pourrait ainsi se transformer en douceur. Les principaux, sinon les seuls obstacles qui puissent alors s'opposer à l'évolution vers la société écologique sont alors

avant tout d'ordre purement individuel, c'est du moins ce qu'indique clairement le projet politique du Mouvement Ecologique : «Nous vivons déjà les processus de la société écologique, non violente, autogestionnaire, uniquement limitée par chacun et chacune, par ses hésitations, ses crises et ses peurs». D'où le caractère apostolique des premiers textes écologiques qui en appellent sans cesse à ouvrir les yeux et à «agir en amis de la terre».

Pour justifier une telle perspective, les écologistes mettent particulièrement en avant le refus des stratégies à long terme qui selon eux semblent ne devoir aboutir qu'à l'échec. C'est ainsi que Brice Lalonde écrit : «Nous ne voulons pas sacrifier notre vie au succès aléatoire d'une stratégie interminable qui ferait de nous des pions sur un échiquier. Nous avons trop connu de mouvements, qui sous prétexte que seul le système était responsable de tout, n'étaient eux responsables de rien, et stérilisaient la moindre action en annonçant à tout propos des vitupérations abstraites.» Les écologistes constatent ainsi à leurs manières, la faillite de la stratégie des partis de gauche qui ont subordonné les luttes à leurs perspectives électorales. Mais le rejet de plus en plus affirmé aujourd'hui d'une telle politique aboutit en même temps chez eux, à ne plus penser possible et crédible un change-

ment radical de société. Celui-ci n'est vu alors, que comme une variante, une perspective débordant le présent et qui de ce fait aboutirait à une impasse.

Stratégie réformiste et révolutionnaire se trouvant ainsi confondues dans les «stratégies interminables qui ne déboucheraient sur rien».

Il semble bien qu'il existe une part non négligeable de dépit, dans de telles positions. La plupart des porte-parole et un grand nombre de «militants écologistes» sont en effet passés par les partis de gauche ou ont vécu les impasses du gauchisme. Face à l'échec de ces politiques, ils ont ainsi tendance à se replier sur les problèmes de vécu quotidien. Au dogmatisme d'un certain type de discours, répond l'empirisme, la volonté de se limiter à tout prix au concret, ce qui aboutit à en rester aux apparences et à ne pas saisir les causes réelles des phénomènes.

Le Mouvement Ecologique résume bien les choses lorsqu'il indique : «Nous évitons l'impatience du futur pour vivre une impatience du présent. Il y a déplacement de notre considération du projet d'un objet meilleur vers un présent plus profond de relations meilleures». Ce qui compte alors avant tout, semble-t-il, c'est de «changer sa vie, de vivre intensément...». Comme le dit Brice Lalonde : «Nous n'avons qu'une vie au cours de laquelle nous voulons mettre en pratique

l'avènement d'une société écologique et en jouir paisiblement.» Ainsi apparaissent clairement les limites d'un certain type de révolte écologique, qui tout en dénonçant les méfaits du système est prêt à s'en accommoder du moment que celui-ci laisse la possibilité de «vivre sa vie». L'exploitation et l'oppression existant dans tous les aspects de la vie ne semblent pas alors à ce point insupportable qu'il faille penser renverser cette société. Celle-ci semble offrir des conditions matérielles pour malgré tout «s'en sortir». Comme le dit Rodriguo, un des écologistes interrogés dans le livre de Touraine, *La prophétie anti-nucléaire* : «L'Etat, tu n'arriveras jamais à l'abattre, mais moi j'en ai rien à foutre de l'abattre ; ce que je veux c'est vivre autrement et maintenant».

Telles sont quelques unes des ambiguïtés du projet écologiste au moment où celui-ci s'affirme avant tout comme un mouvement culturel et moral. Nous examinerons dans un prochain article l'évolution des écologistes, du témoignage vers l'engagement politique et la place qu'y occupe l'autogestion.

1) Interview au Nouvel Observateur du 7/2/77  
2) Quand vous voudrez de Brice Lalonde et Dominique Simonet Editions Pauvert  
Collection «Les Amis de la Terre»

## dans l'actualité...

# Législatives en RFA : vers un troisième gouvernement Schmidt

Ce dimanche, 5 octobre, seront élus en RFA les 496 députés du Bundestag (assemblée fédérale), et il dépendra du résultat de ce scrutin, si le chancelier Schmidt et une coalition sociale-libérale resteront au pouvoir ou si, au contraire, un gouvernement chrétien-démocrate avec Franz-Josef Strauss prendra la relève.

Schmidt ou Strauss ? Aujourd'hui, la question semble quasiment tranchée. Après une campagne électorale décrite comme morne, inintéressante et «qui a volé très bas», la personne du vainqueur ne fait guère de doute : on ne s'attend pas, en RFA, à un changement à la tête de l'Etat.

Strauss, «l'homme fort de Bavière», a été désigné, il y a un peu plus d'un an, comme candidat à la chancellerie de son parti par ceux qui espéraient qu'une droite plus musclée, plus décidée et plus agressive que ne le fut la CDU auparavant pourrait sortir l'Union Chrétienne-démocrate des impasses de l'opposition où elle se trouve depuis 1969. Aujourd'hui, Strauss est — discrètement — contesté au sein même de son parti dont seule l'aile bavaroise lui témoigne un soutien inconditionnel, et ils ne sont manifestement pas peu nombreux, ces dirigeants chrétiens-démocrates qui lui attribuent en cachette l'échec qu'a subi la CDU cette année lors des élections régionales dans la Sarre et en Rhénanie du Nord-Westphalie. Pas davantage que ces prédécesseurs (qu'il a successi-

vement écarté de la première place dans le Parti), Strauss semble être en mesure de s'imposer par un projet politique se démarquant sensiblement de celui du social-démocrate Schmidt.

Certes, un gouvernement Strauss serait probablement plus offensif à l'encontre des droits démocratiques et des acquis sociaux, affirmerait plus haut peut-être la fidélité allemande à l'alliance atlantique, mais ce sont là des nuances plutôt, et face à Schmidt, homme de Mogadiscio, homme du management de crises et du dialogue avec l'Est, Strauss ne représente pas encore une alternative suffisamment intéressante pour la bourgeoisie ouest-allemande.

Strauss, lors de cette campagne électorale, n'aura guère pu convaincre par l'originalité de ses arguments (Schmidt n'aurait rien fait pour la sécurité intérieure ? C'est quand même difficile à prétendre. L'Etat serait dangereusement endetté ? Soit, mais que ferait la CDU qui d'ailleurs veut encore augmenter les dépenses dans certains domaines. Schmidt braderait l'Allemagne aux Russes ? Mais la CDU elle-même est plutôt favorable à l'Ostpolitik, et la récente visite de Schmidt à Moscou a été considérée au sein de ce parti comme un succès...) — il aura par contre repoussé bon nombre d'électeurs, y compris sur la droite, par son discours outrancier, son comportement souvent hystérique. Strauss aime en effet comparer ses adversaires à des animaux, des psychopathes, des nazis, c'est son conseiller per-

sonnel qui a mis au monde la formule «socialisme = national-socialisme», et comment oublier les paroles sanguinaires du premier ministre bavarois lors de la chasse anti-terroriste, terroriste étant pour Strauss tout opposant au système capitaliste.

La candidature de Strauss aura, semble-t-il, surtout profité à Schmidt. Car à un moment où l'on commence à parler ouvertement d'un second million de chômeurs pour 1981/1983, où les prix grimpent à une allure inhabituelle pour la RFA, où les avantages sociaux se trouvent amoindris dangereusement, le chancelier Schmidt et la social-démocratie paraissent une nouvelle fois aux yeux d'une partie considérable de l'électorat allemand, si ce n'est comme le meilleur choix, au moins comme le moindre mal.

Ainsi, une grande partie des forces progressistes s'est investie avec beaucoup d'engagement et d'imagination souvent, dans une campagne «Stoppt Strauss !» («Arrêtez-Strauss») qui, révélant au grand public les scandales dans lesquels fut mêlé le candidat chrétien-démocrate, les liens étroits qu'il entretient avec les dictatures fascistes et les forces les plus réactionnaires dans le monde, a pour but de mettre en garde contre un danger de militarisation, de fascisation, de guerre, dont Strauss apparaît comme le principal promoteur.

A côté, Schmidt et ses amis semblent bien innocents...

Cette politique du moindre mal que poursuit depuis près de 10 ans maintenant la gauche alle-



Le taureau bavarois a peu de chance de battre l'actuel chancelier.

mande et qui est symptomatique d'une certaine stagnation du débat politique dans ce pays, a d'ailleurs réduit à l'insignifiance le nouveau parti écologiste «Die Grünen», qui essaie, de façon peu convaincante, d'affirmer une certaine autonomie par rapport

au parti social-démocrate, mais qui ne se fait guère d'illusion sur son score électoral : bon nombre de ses adhérents et sympathisants ont fait savoir qu'ils allaient «voter SPD... quand même».

Anne RHEIN

C'est à l'initiative de *Mondoperaio*, la revue mensuelle du Parti socialiste italien, que s'est tenue les 25 et 26 septembre, à Rome, une conférence de solidarité avec l'Afghanistan. En participant à cette conférence, nous avons pu constater l'existence, quelles qu'en soient encore les limites, d'une prise de conscience très nette, au sein de la gauche européenne, du danger que représente la politique internationale de l'URSS et de la nécessité d'agir en conséquence.

C'était la première fois depuis l'invasion soviétique en Afghanistan qu'une tentative était faite de réunir au niveau européen les diverses composantes de la gauche pour envisager des actions communes. Parmi les deux cent participants, on notait la présence de responsables, généralement de haut niveau, des partis socialistes d'Espagne, de France, d'Italie, des partis communistes d'Espagne, d'Italie, d'oppositionnels du PCF dont Jean Ellenstein, de Voslensky, ex-proche collaborateur du comité central du PC soviétique et auteur de la *Nomenklatura*, d'Alexandre Smolar du KOR polonais, etc. Des représentants de différents mouvements de résistance afghane, dont le Front des combattants modjahids, le Front national islamique, de Gulani, également présents, ont souligné l'urgence d'une solidarité européenne avec le peuple

Le Front du Nouristan est, notamment avec le Front du Hazarajat, le Front des combattants modjahids, le Front Uni National (auquel appartient Sama de Madjd Kalakani, exécuté à Kaboul en juin) une des principales forces de la résistance intérieure.

Ne bénéficiant pratiquement d'aucune aide extérieure, le Front du Nouristan contrôle depuis fin 1978 la première «zone libérée» de l'Afghanistan. La proximité du Pakistan n'offre à cette zone aucun avantage particulier. Ceci, du fait des conditions naturelles : des sommets de plus de 6 000 mètres séparent l'Afghanistan du Pakistan, dans cette région, et du fait aussi que le gouvernement pakistanais du général Zia n'est guère enclin à aider un mouvement comme le Front du Nouristan, très attaché à l'indépendance de sa ligne de conduite. Nous rapportons ici, des propos tenus par le commandant en chef de l'armée de libération du Nouristan, Anwar Amin, lors d'une interview qu'il vient d'accorder à Sewome Agrab, l'organe de la Fédération des étudiants afghans à l'étranger (FASA). Nous avons déjà cité quelques extraits de cet interview, la semaine dernière.

«Depuis l'arrivée de l'agresseur, les combattants (modjahedin) affrontent d'énormes difficultés. Mais d'un autre côté le soulèvement a connu une extension remarquable et nous a permis de connaître les facteurs négatifs à l'intérieur de notre combat. Le jour de la défaite de l'impérialisme russe n'est pas loin. Actuellement les modjahedin connaissent des succès dans toutes les régions du pays auxquels s'ajoute le nombre de plus en plus nombreux des habitants des villes qui rejoignent le front des combattants. Moi, je considère la situation comme étant en faveur de notre peuple musulman.

# «La gauche pour l'Afghanistan»

## La conférence de Rome et ses perspectives

afghan. Les images du film de Jean Bertolino ainsi que celles d'un reportage réalisé par la télévision italienne venaient appuyer cet appel.

### Questions en débat

La condamnation nette de l'intervention soviétique en Afghanistan était ce qui unissait les participants. Au-delà, des appréciations différentes ont été avancées sur plusieurs points. Ainsi, sur la question de savoir si l'URSS est ou non un nouvel impérialisme et si sa stratégie est offensive ou défensive, certains intervenants estimaient que l'URSS ne pouvait être identifiée au niveau des mécanismes de domination, aux impérialismes occidentaux et d'autres soulignaient que «l'originalité» de l'URSS ne devait pas empêcher une caractérisation, en termes d'impérialisme et hégémonisme, de sa politique.

Autre question largement abordée : la détente. Pour certains, dont les responsables du

PCI celle-ci est principalement positive et doit être sauvegardée, ils lui attribuent même comme vertu d'avoir permis le développement du mouvement ouvrier en Pologne. Partageant ce point de vue, d'autres, comme Claude Estier, déclaraient : «La détente, oui, mais pas n'importe laquelle». Affirmant la nécessité que la détente ne soit pas synonyme de faiblesse, de compromission avec l'URSS, ils sont cependant restés vagues quant à l'alternative proposée, en évoquant seulement la nécessité d'une position «ferme» de la France au cours de la prochaine conférence européenne dite de sécurité, à Madrid.

Jiri Pelikan, député du PSI au Parlement européen, et un des principaux animateurs de la conférence de Rome, devait pour sa part, attirer l'attention des participants, sur la stratégie soviétique d'encerclement de l'Europe occidentale, notamment par la pression exercée sur les voies d'approvisionnement énergétique de celle-ci. Plusieurs des participants devaient également souligner la nécessité selon eux,

d'œuvrer à la consolidation d'un «monde multipolaire», avec une Europe indépendante, ayant une réalité y compris sur le plan militaire, et développant largement les relations avec le Tiers-Monde.

### Des objectifs précis

Ces discussions soulignaient avec force l'enjeu mondial des événements d'Afghanistan. En même temps, un objectif précis était assigné à la Conférence : la formation d'un comité européen de solidarité avec l'Afghanistan. Les contradictions entre certaines composantes de la conférence notamment entre le PSI et le PCI pour lesquels les préoccupations de politique intérieure italienne n'étaient certainement pas absentes, constituaient évidemment un frein. Ainsi, Ledda, un des principaux responsables de la politique étrangère du PCI, présent à la Conférence a réservé sa réponse en ce qui concerne sa participation au comité

européen. Toutefois, celui-ci a commencé à prendre forme avec l'établissement d'une première liste d'adhérents, et plusieurs initiatives ont été envisagées telles la tenue d'un tribunal international sur les crimes de guerre soviétiques, à l'image du tribunal Russel sur le Vietnam, la mise sur pied d'un centre européen d'information et de documentation sur l'Afghanistan, une campagne de soutien matériel, en relation avec la résistance afghane. Nous avons appelé la conférence à une concrétisation rapide de ces projets. Comme devait le rappeler Maria-Antonietta Macciocchi, qui a par ailleurs proposé de multiplier les interventions au niveau du parlement européen, les «6 heures pour l'Afghanistan», de juin dernier à Paris, ont été jusqu'ici la seule initiative de gauche, de grande ampleur, pour soutenir le peuple afghan, en Europe Occidentale ; il ne faut pas en rester là et développer une active solidarité.

Jean-Paul GAY

## «L'attitude des occidentaux est hautement complaisante et complice»

### Le point de vue du chef de l'armée de libération du Nouristan

► Vous faites allusion à la défaite des Russes, vous pensez que dans quelques mois, ils reconnaitrons leur défaite totale ?

Non, il est difficile de donner exactement un délai, bien que quelques mois ne me paraissent pas impossibles. Nous sommes en guerre contre la plus grande puissance du monde, même dix ou quinze ans seraient un délai court, vu l'inégalité des forces. De toute façon cette guerre sera de longue haleine. Mais, aujourd'hui, la situation internationale est en notre faveur, ce qui donne l'espoir de mener à bien notre combat, en comptant sur notre propre force, mais aussi en profitant de la situation internationale.

Les peuples du monde et leurs gouvernements, avant l'agression des Russes en Afghanistan, ne se rendaient pas compte de la gravité de la situation internationale ; bien qu'à plusieurs reprises, j'aie évoqué cette question avec des représentants de nombreux pays. Ils n'ont pas pris au sérieux mes propos. L'invasion russe a secoué le monde. Maintenant, non seulement ceux qui honnêtement soutiennent la cause de notre révolution, mais aussi ceux qui par rivalité ou peur de perdre leurs propres intérêts s'opposent aux Russes, ont créé une situation qui est en notre faveur et contre les Russes.

A la question : «Que pensez-vous de l'attitude des pays occidentaux vis-à-vis du problème afghan?», le commandant Anwar Amin répond :

«L'attitude des Occidentaux est hautement complaisante et complice, ils sont dans une position

de peur envers les Russes. Certains piétineront même l'intérêt national des Afghans pour sauvegarder leurs échanges avec les Russes, en un mot, ils ont peur des Russes !

► Est-ce que la peur des Russes n'est pas la peur de la troisième guerre mondiale ?

La troisième guerre mondiale n'est qu'un prétexte pour les Occidentaux, mais la politique passive et indulgente encouragera les Russes à déclencher une guerre mondiale.

► Qu'entendez-vous par complaisance et indulgence ?

L'Occident en obtenant certains avantages auprès des Russes, leur donnera de nouveaux moyens. D'un côté avec leur plan de soit-disant neutralisation les Occidentaux veulent déterminer notre destin, tout en nous privant de notre droit à l'indépendance. Mais dans cette affaire, l'Occident n'arrivera ni à nous priver de notre droit à déterminer nous-mêmes notre destin, ni à contrecarrer l'avancée soviétique par une politique d'entente avec l'URSS.

► Une question à votre sujet : à quel moment avez-vous commencé la lutte armée ?

Deux jours après le coup d'Etat du 7 avril 1978. J'étais prisonnier. Durant ces cinq mois d'emprisonnement, bien qu'ils me connaissent comme opposant, j'ai fait semblant d'être

d'accord avec eux, alors ils m'ont libéré. Dès ma libération, je suis retourné au Nouristan, et j'ai commencé à préparer le soulèvement. Comme mon peuple savait que le gouvernement de Taraki et Amin était manipulé par les Russes, ils se sont préparés eux aussi pour le soulèvement. Dix jours après, le 12 mizan (21 septembre) de 1978, le mouvement a commencé à libérer la première zone.

► Comment voyez-vous l'avenir de l'Afghanistan ?

Nous marchons sur un chemin sanglant, mais nous sommes sûrs que notre peuple musulman, comme il l'a montré dans l'histoire en chassant les envahisseurs, peut construire sur les cadavres de l'ennemi, une République Islamique de l'Afghanistan, libre et indépendante. L'avenir de l'Afghanistan est clair. (...) A mon avis une République Islamique est un état libre et indépendant, qui a comme principe les souhaits et la volonté du peuple, basés sur une élection directe et libre. Une république qui respectera toutes les libertés religieuses, les opinions, les dialectes, les cultures des différentes nationalités, sans se détourner des principes religieux et suivant les besoins du monde actuel. Les gouvernements de Zaher Sha et de Daoud n'étaient ni islamiques ni nationaux, et donc il n'y a plus de place pour ce genre de gouvernement.

► Dans les conditions actuelles, étant donné l'incohérence politique qui domine le mouvement de résistance, comment peut-

on trouver le chemin qui conduit vers la victoire ?

Aujourd'hui en Afghanistan, les Hazarats, Nouristanis, Pachounes, Baloutches, Tadjiks, etc, toutes les couches sociales sont debout ! Ceux qui luttent pour l'indépendance ont organisé des fronts dans cette guerre sanglante. A mon avis, une union totale de toutes ces forces basées sur un but déterminé et bien précis, peut empêcher toutes possibilités de déviations et de domination d'intérêts particuliers. Aucune autre union n'est capable de représenter la volonté réelle de notre peuple musulman. Je ne nie pas la valeur de toutes les forces qui jouent un grand rôle dans notre combat. Il faut inviter toutes ces organisations à ne former qu'une seule et grande union et éviter que les arrivistes et éléments étrangers, en particulier les éléments russes, ne puissent pénétrer dans cette union. Il faut favoriser les forces les plus nobles qui souhaitent une République Islamique à la lumière des ordres de Dieu en respectant les intérêts nationaux. Dans un premier temps il faut développer une vaste coordination politique, militaire, etc..., dans le cadre d'une grande organisation qui soit conforme aux souhaits de toutes les forces révolutionnaires. La tâche essentielle revient aux combattants qui ont lutté dès le coup d'Etat de 1978 pour organiser le grand rassemblement national.

Concluant par un appel à la solidarité dans la lutte lancé aux Afghans à l'étranger, le commandant Anwar Amin déclare : «Sachez que Dieu nous aide, que notre peuple lutte et qu'aucune force étrangère ne peut nous libérer».

«Nous avons l'impression d'être oubliés du monde, d'être les parents pauvres d'Amérique Latine. Pourtant ici, la répression a atteint la même violence qu'au Salvador», disent les Guatémaltèques. «Il faut parler de ce qui se passe ici, dénoncer ! C'est la première forme de soutien à notre peuple.»

Depuis 26 ans, le Guatemala connaît un régime dictatorial ; depuis 26 ans, cette petite république sert de laboratoire aux méthodes répressives appliquées ensuite sur tout le continent. Depuis 26 ans, 5 000 personnes ont péri ou disparu, victimes de la répression politique. Depuis 26 ans, le peuple résiste.

Le 27 juin 1954 en effet, des commandos d'opposants guatémaltèques de mercenaires, assistés de conseillers militaires américains, d'agents de la CIA et appuyés par l'aviation américaine renversaient le Président élu démocratiquement en 1944 sous la poussée des mouvements populaires. Derrière ce coup d'Etat : l'United Fruit Company, qui avait été expropriée moyennant l'indemnisation de la partie cultivée de cet immense domaine et l'oligarchie agro-exportatrice qui craignait de voir remis en question ses privilèges : «La contradiction traditionnelle en Amérique Latine entre les classes possédantes, la caste militaire et le gouvernement est résolue au Guatemala, disent en plaisantant les Guatémaltèques, ce sont les mêmes !»

L'héritier de ce coup d'Etat, et le bourreau actuel du peuple guatémaltèque est Roméo Lucas. Plus que jamais, c'est le règne de la peur, de la violence et de la terreur, violence et terreur des forces armées, des groupes para-militaires, des soldats déguisés en civil, des «comisionados» (commissions des militaires). Dans chaque village, des gouverneurs. C'est l'état de

# Guatemala : un quart de siècle de dictature

guerre, la «guerre spéciale de contre-insurrection» que mène le gouvernement de Roméo Lucas.

Disparitions, séquestrations, tortures, massacres, expulsions, menaces de mort sont le lot quotidien des prêtres accusés d'être le véhicule du communisme athée (le 1<sup>er</sup> mai 1980, le Père Corrado de la Cruz et son assistant sont enlevés et ont disparu, le Père Walter Voordeker a été assassiné le 12 mai, le diocèse tout entier de Quiché a dû abandonner ses paroisses, pressés par la répression et voulant faire un geste de protestation ; presque chaque jour à l'Université de San Carlo «repaire d'agi-

tateurs et de guérilleros marxistes», des professeurs, des étudiants sont séquestrés, abattus. Les dirigeants syndicaux sont au mieux arrêtés, plus souvent assassinés comme le secrétaire général des Travailleurs de la Construction, Rodolfo Ramirez et sa femme. «Dans les villages, la population est dépouillée de tout, l'armée vient tout leur prendre : il ne leur reste que la vie, et la dictature la leur prend. Un jour on retrouve un cadavre sous un pont, un autre jour, on a kidnappé trois personnes», témoignent des membres d'une délégation de retour du Guatemala.

Au Guatemala, il n'y a pas de prisonniers politiques : ils ont tous été assassinés.

## L'oppression de la misère

Le Guatemala est essentiellement agricole, et depuis la colonisation espagnole, la répartition des terres n'a pratiquement pas changé : 2 % des propriétaires possèdent plus de 60 % des terres ; 90 % des exploitants, les minifundistes regroupés sur les terres occidentales les moins fertiles, disposent de moins de 7 hectares. Acculés à l'endettement forcé, ils achètent à des prix de plus en plus élevés

renouant ainsi avec leur tradition de lutte contre les Espagnols : on se réunit, on décide en commun de changer de maison chaque soir pour éviter la répression, voire même de changer de village ou de passer à la clandestinité. Pour résister efficacement, la population se regroupe dans des organisations populaires, et nombreux sont ceux qui rejoignent les guérillas.

Malgré une répression féroce, les ouvriers s'organisent, des grèves éclatent : à la fabrique de Coca-Cola, 94 % des travailleurs sont syndiqués ; le 1<sup>er</sup> mai 1980, 70 000 personnes ont défilé, en février-mars, 70 000 travailleurs de la canne à sucre et du coton ont paralysé pendant 17 jours 14 établissements de canne à sucre, 70 grandes entreprises rurales, etc. Cette grève s'est soldée par une augmentation du salaire minimum : le gouvernement s'est vu contraint de céder !

Enfin en 1979, à l'initiative du Comité National de l'intersyndicale, s'est constitué un Front Démocratique contre la répression, dont la présence s'est faite constante dans les conflits sociaux ou politiques du pays.

Enfin quatre organisations composent l'opposition armée clandestine, dont les actions militaires se sont intensifiées ces derniers mois, encouragés par la victoire des Sandinistes au Nicaragua, jouissent d'un appui populaire.

Bientôt, sans doute on parlera du Guatemala comme on a parlé du Nicaragua.



## Témoignage

Délégation œcuménique en Amérique Centrale  
(3 - 10 septembre 1980)

### Événements tragiques dans le village de Saint-Jean-Cotzal

(...) Le lundi 28 juillet 1980, environ 50 guérilleros, à 5 heures du matin, prirent le camp militaire avec 100 soldats plus ou moins, pendant qu'un autre groupe de guérilleros brûlaient les archives et tout le matériel de la municipalité, sans blesser personne, même pas le maire lui-même. Cependant, au cours de l'assaut du camp, ils tuèrent 16 soldats et en blessèrent 8. Aucun guérillero n'est mort en étant retranché derrière les tombes du cimetière.

Ils sonnèrent les cloches du village et organisèrent un meeting au cours duquel ils incitèrent le peuple à être plus conscient de ce qui se passait. Ayant atteint ses principaux objectifs, l'armée de guérilleros des pauvres se retira rapidement à 7 heures.

A 8 heures environ, les hélicoptères et les avions des forces aériennes du gouvernement arrivèrent pour bombarder les environs de la ville, afin de terroriser toute la population. Presque à la même heure, ce qui parut être toute l'armée militaire de la zone de Huehuetenango, entra à la re-

cherche de l'EGP, mais inutilement, bien sûr.

Les soldats du gouvernement entrèrent en force dans les maisons pour enlever tous les hommes de 12 à 60 ans qui paraissaient présenter une certaine opposition. Ils réunirent plus de 200 personnes, tous des hommes, qu'ils parquèrent de la pointe de leur fusil comme du bétail, entassés debout au centre du patio du champ. Beaucoup commençaient à pleurer, en devinant le triste destin qui les attendait, certains d'entre eux ou tous, mais la cruauté de l'esclave entraîné à tuer étouffait tout sanglot à coup de culasse.

Finalement, furent choisis sur la liste 60 hommes de tous âges, y compris des jeunes et des hommes qui avaient vécu leurs soixante années. Les bras attachés aux épaules, ils les assassinèrent un à un, sans miséricorde, tirant sur eux, devant tous les autres.

Ils obligèrent les survivants du massacre diabolique à creuser de grandes fosses à côté du camp, dans lesquelles

ils entassèrent tous les cadavres, pour lesquels les familles ne se présentèrent pas pour les reconnaître et leur donner une sépulture chrétienne. Inutile de dire qu'en raison de leur frayeur, peu de parents des personnes assassinées se présentèrent pour réclamer les corps.

Tous les moyens de communication officiels du pays publièrent des déclarations totalement fausses au sujet des événements qui ont marqué l'attaque des guérilleros du lundi 28 juillet 1980 contre le camp militaire, mentionnant aussi que seuls trois soldats étaient morts.

N.B. Après avoir assisté à l'exécution de ses ordres diaboliques, le commandant Lobos, de la zone militaire de Huehuetenango cria à haute voix : «La prochaine fois que l'on tuera un seul de mes soldats, je tuerai tous les hommes, parce que vous ne nous apportez que des problèmes.»

(Renseignements donnés par un survivant du massacre).  
(Traduit de l'espagnol)

semences et engrais ; si le maïs manque, il devront l'acheter cher à un intermédiaire qui l'a acquis à bas prix sur la côte et qui se rembourse sur la récolte à venir. Enfin, de nombreux paysans effectuent des travaux agricoles dans les grandes exploitations en contre-partie de l'usufruit d'une petite parcelle de terre, ces «colonos», souvent en surnombre sont surexploités et ont à peine de quoi survivre : 80 % des enfants du Guatemala souffrent de malnutrition.

Et souvent, pour des travaux saisonniers, ils sont rejoints par les minifundistes contraints aux migrations inter-régionales : 300 000 chaque année émigrent ainsi sur la côte pacifique et retournent souvent malades chez eux.

Dans l'industrie, l'état de dépendance est de règle, et la domination étrangère évidente : la compagnie EXMIBAL à la mainmise sur le nickel et Shonandorh, sur le pétrole. Pour assurer les profits, le gouvernement puise dans la main-d'œuvre paysanne dépouillée de ses terres, exilée et massacrée comme à Pangas en 1978.

## Un quart de siècle de résistance

L'image de l'Indien soumis est contredite au Guatemala (60 % de la population est indienne, d'origine essentiellement Maya) : face à la répression, les habitants des villages indiens s'organisent

## Les principales organisations du FDCR (Front démocratique contre la répression)

- Le CNUS, Conseil National d'Unité Syndicale. Regroupant tous les syndicats sauf le CTF pro-gouvernemental
- Le CUC, Comité d'Unité Paysanne
- FUR, Front Uni de la Révolution et le Parti Socialiste du Guatemala liés à l'Internationale Socialiste
- Deux associations militaires l'AEU et la CEEM.
- L'organisation des chrétiens progressistes : Justice et paix

## L'opposition armée

Trois organisations se sont coordonnées en 1979, le FAR, Forces Armées Rebelles, l'EGP, Armée de Guérilla des Pauvres, et le PGT, Parti Guatémaltèque du Travail ; avec lesquelles est en passe de s'unir la quatrième organisation : l'Organisation Révolutionnaire du Peuple en Armes.

# M. François-Poncet, la détente et la guerre

Régulièrement, les réunions ordinaires de l'Assemblée Générale de l'ONU sont l'occasion pour les pays participants de situer leur position face aux développements de la situation internationale. En sacrifiant à cette tradition, le ministre français des Affaires Etrangères, François-Poncet, a encore une fois illustré certains aspects inquiétants de la politique internationale giscardienne.

Prenant la parole devant l'Assemblée Générale de l'ONU au nom du gouvernement français, M. François-Poncet a situé son intervention sous le signe du danger de la guerre mondiale : « D'inquiétants engrenages se sont mis en marche... Si la paix mondiale n'a pas été rompue, la confiance que nous mettons en ses assises a été ébranlée ». Il a rappelé le facteur qui a déclenché l'apparition de ce thème dans les préoccupations manifestées par le gouvernement français : « La crise a pris, depuis l'intervention de l'armée soviétique en Afghanistan, un caractère exceptionnelle ». Certes, la confiance que le gouvernement giscardien pouvait préalablement avoir dans le maintien de la paix mondiale n'était pas forcément fondée. Toutefois, le fait est que l'action brutale du Kremlin à Kaboul, avec la menace qu'elle

comporte en germe d'une nouvelle expansion soviétique en direction du Proche-Orient, a rendu beaucoup plus sensible la grave menace que fait peser la rivalité des deux super-grands.

## Entre les mains des super-grands ?

Devant ces nouveaux développements, quelles est donc l'attitude que M. François-Poncet a définie devant l'Assemblée Générale ? « On ne saurait oublier, a-t-il déclaré, que la relation Est-Ouest demeure (...) une pou-tre maîtresse de la coopération internationale. L'essentiel, à ce niveau, dépend des deux Etats qu'on appelle précisément des super-puissances, parce qu'ils ont seuls le pouvoir de précipiter le monde dans une conflagration générale. Il dépend de leur comportement d'abord, de leurs rapports ensuite ». Analyse lucide sur un point élémentaire : Washington et Moscou sont bien les seuls aujourd'hui à pouvoir déclencher un conflit planétaire, à risquer de le faire. S'ensuit-il pour autant qu'il faille s'en remettre aux deux grands empires rivaux pour ce qui est de l'avenir de la paix ? Les peuples du monde n'y auraient-ils pas leur mot à dire ? Non plus que les gouvernements des pays du Tiers-Monde, ou même ceux

d'Europe, désormais placés dans la situation de devoir servir d'enjeu aux deux ambitions hégémoniques ?

Déjà, les Etats-Unis ont fait largement l'expérience de ce qu'il peut en coûter de vouloir dominer le monde. Et voilà qu'aujourd'hui, deux peuples, en Afghanistan et en Pologne, dans des conditions et des armes différentes, viennent en quelques mois de faire la preuve que, face à l'URSS non plus, la résignation n'est pas forcément de mise. Rien d'étonnant si le gouvernement français n'a pas eu un mot de soutien pour les grévistes polonais : la non-intervention dans les affaires intérieures pouvait à la rigueur servir d'alibi et, en matière de rapports avec la classe ouvrière, la France de M. Barre serait mal venue de jouer les vertueuses.

## Le crime paierait-il ?

Mais l'entrée des Russes en Afghanistan, cas flagrant d'agression au mépris de toutes les lois internationales, appelait une réponse vigoureuse. Or, qu'a proposé à cet égard M. François-Poncet à l'ONU ? « En Afghanistan, où sont les obstacles ? Le premier, c'est l'intervention d'une armée étrangère, le second, la tentation de faire de ce pays un enjeu ou une menace. Il

faut que l'une cesse et que l'autre soit écartée. Il faut que les deux choses aillent de pair. Il faut donc que les Etats qui, du fait du voisinage ou de leur puissance, sont en mesure de peser sur le destin de l'Afghanistan, s'entendent pour lever ces deux hypothèques. »

En clair, les Soviétiques doivent partir. Mais le Pakistan (voisin) ou les Etats-Unis (puissants) doivent en même temps s'engager à ne pas utiliser ce pays pour menacer l'URSS. Autrement dit encore, l'invasisseur soviétique serait en droit de poser des conditions au retrait de ses troupes.

## Restez détendus

La farce est plutôt tragique, mais elle n'est pas nouvelle. Dès le 6 janvier, M. François-Poncet avait tracé comme suit les orientations de la réaction française à l'affaire afghane : refus de « relancer la guerre froide » et de « déclencher une situation où les chances de la détente disparaîtraient », car celle-ci « profite à toutes les parties », et « il faudrait énormément de légèreté pour sacrifier cet acquis en quelques jours ». Ce qui devait conduire au refus de s'associer au boycott américain des ventes de blé à l'URSS, à la participation aux

Jeux de Moscou, à la rencontre de Giscard avec Brejnev à Varsovie. Le gouvernement français, en souhaitant le 9 janvier « des gestes positifs concernant notamment le droit du peuple afghan », indiquait déjà que la détente pouvait se poursuivre sans que cette question soit réglée (tel était le seul sens possible de l'adverbe « notamment »). Et le ministre des Affaires Etrangères, le 15 janvier, en venait pratiquement à justifier l'invasion soviétique en arguant des « désordres » en Afghanistan et du « fait chinois » !

Depuis quand est-ce en tentant de l'amadouer qu'on peut sérieusement espérer mettre un frein aux actes d'un agresseur dont les visées sont planétaires, et pour qui chaque nouvelle avancée ne fait qu'en préparer une autre ? En conclusion de son intervention à l'ONU, M. François-Poncet a dit : « Qu'il s'agisse de la détente, du désarmement ou de la paix, tout se passe comme si le monde n'osait ni en renier les principes ni en assurer le progrès » : il eût mieux valu reconnaître qu'en n'osant pas renier le principe de la soi-disant détente, notre gouvernement contribue à assurer le progrès de la guerre.

Jean LERMET

## livres & revues

### Les Temps Modernes : l'Afghanistan

Mieux connaître le peuple afghan, d'un point de vue historique, géographique, ethnique, philosophique et religieux et démontrer le mécanisme de l'intervention soviétique, afin de mieux comprendre les raisons de la résistance afghane, tels sont les objectifs que se fixe la revue *Les Temps Modernes*, dans le numéro qu'elle consacre à l'Afghanistan.

Mike Barry montre les traits spécifiques de l'Islam en terre afghane, qui recueille, lors de la conquête du territoire afghan par les Arabes au huitième siècle, un héritage de rude fierté et d'intransigeance religieuse. Le dossier que Mike Barry a constitué sur la guerre, fait de témoignages bouleversants, illustre le génocide auquel se livre l'armée soviétique : exécutions, persécutions, tortures, bombardements... faire table rase de tout ce qui se dresse contre l'occupant. L'appel des femmes afghanes aux femmes du monde pour soutenir la lutte du peuple afghan conclut ce dossier.

Jean Jose Puig, retrace la genèse de la résistance du

peuple afghan, depuis l'opposition passive, la rébellion ensuite, et enfin la résistance qui s'organise et agit. Cependant Jean Bertolino se montre plus pessimiste quant aux possibilités de la résistance. Il reproche aux organisations de la résistance afghane leur intégrisme religieux, le poids du carcan idéologique, notamment au niveau des mœurs, l'absence de plate-forme politique progressiste. L'éclatement préalable de ce carcan, sera, selon lui, la condition de la victoire sur l'occupant. Outre le fait que ce point de vue, d'une certaine manière, légitime l'intervention soviétique, il semble quelque peu unilatéral, car il ne tient pas compte des conditions dans lesquelles peut se mener une résistance dans un pays du Tiers-Monde. Il souligne enfin que si l'URSS a envahi l'Afghanistan, c'est surtout parce qu'elle n'aurait pas intérêt à laisser l'Afghanistan devenir un état islamique, tel que l'Iran, évitant ainsi une contagion possible des musulmans soviétiques.

Pierre Gentelle, lui, situe l'in-

vasion de l'Afghanistan dans le cadre de la rivalité des deux super-puissances et montre pourquoi cette invasion était préparée depuis une décennie, puisque en 1969, on dénombrait déjà 1 100 experts soviétiques en Afghanistan contre 240 Américains. Par ailleurs, dans une note intéressante, René Dor explique l'importance stratégique du Pamir afghan, actuellement occupé par l'URSS, de par sa situation privilégiée au cœur du continent asiatique et également par rapport aux bases atomiques chinoises.

Bertrand Dupaigne, qui voit dans l'analogie entre les nouveaux tsars du Kremlin et les tsars de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la confirmation du caractère inéluctablement expansionniste de l'URSS depuis plus d'un siècle, essaye à tout prix de montrer que l'armée rouge sous la direction de Lénine, a eu les mêmes pratiques en Turkestan. L'argumentation est trop peu étayée et reste plate.

Enfin d'autres articles, sur le PDPA, sa base social, son développement, ses liens avec l'URSS notamment, intéresseront le lecteur en quête d'éléments et de précisions sur l'Afghanistan.

Les Temps Modernes  
juillet-août 1980 - N° 408-409  
380 pages - 40 F

### L'Economie en Question : une approche de la crise

« Apprivoiser la crise, voilà l'ambition de ceux qui nous dirigent. Apprivoiser, c'est-à-dire tenter de maîtriser quelque chose de sauvage, d'inconnu et aussi en quelque sorte, faire avec... »

C'est en ces termes que l'éditorial du tout dernier numéro de la revue *L'Economie en Questions* précise d'emblée son approche de la crise : la bourgeoisie est confrontée à une crise profonde qu'elle ne maîtrise pas. Comment concrètement cherche-t-elle à y faire face ?

Dans ce cadre, les travailleurs sont soumis à un feu roulant de discours et de restructurations : à quelle logique d'ensemble sont-ils confrontés ?

Cette livraison spéciale — puisque les quarante pages de la revue sont consacrées exclusivement à ces questions — tranche assez nettement avec d'autres travaux sur le même sujet et confirme la vocation de cette jeune revue trimestrielle à vulgariser l'économie — notamment en direction des syndicalistes — tout en essayant de produire son propre point de vue dans un domaine encore réservé à des spécialistes. L'originalité de ce numéro est double :

— Sur un thème fort controversé, on ne se trouve pas devant une fuite en avant bavarde et gourmande en termes théoriques qui ne peuvent être qu'inconsistants à cette étape de la crise. Tout au plus un

éclairage théorique sur la crise est-il fourni, fort utile d'ailleurs, pour s'y retrouver dans les mécanismes complexes des crises économiques.

A contrario, la démarche s'appuie sur des analyses précises concernant certains secteurs en pleine mutation, comme l'électronique, le verre avec la présentation de la stratégie de BSN, ou l'énergie et les raisons du choix nucléaire français. Centrée sur la « french conception », la dimension internationale indispensable y est cependant présentée par un tour d'horizon des autres pays (Japon, USA, Tiers-Monde...)

— D'autre part les enjeux pour les travailleurs sont assez bien cernés, en particulier grâce à la présentation des stratégies syndicales devant le redéploiement.

Ceux qui voudront y trouver l'abcédaire de la crise seront déçus. Mais le dossier déjà fort étendu montre à quel point il est encore difficile de cerner l'ensemble des mécanismes particuliers de cette crise. Travail pourtant indispensable avant de prétendre au général.

Comme pour toute revue trimestrielle, il peut être recommandé de commander le numéro ou de s'abonner bien sûr...

*L'Economie en Question*  
6 rue Melingue  
75019 PARIS

Directeur de publication :  
R. Rodriguez  
N° commission paritaire :  
62 712  
Compte bancaire :  
BNP 271 - 659 - 66  
Imprimerie IPCC (Paris)

POUR TOUTE  
CORRESPONDANCE  
ECRIRE A  
  
POUR LE SOCIALISME  
C. O FRONT ROUGE BP 68  
PARIS 75019

# A propos des relations parti - syndicat

(suite)

Dans un article précédent, nous avons commencé à examiner comment notre conception du rapport parti-syndicat devait prendre en compte la spécificité des organisations syndicales françaises. Un des traits caractéristiques de ces organisations consiste, nous semble-t-il, dans la double dimension que revêtent les deux grandes confédérations CGT et CFDT : à la dimension classique d'une organisation qui défend et lutte pour faire aboutir les revendications économiques immédiates des travailleurs, s'ajoute une dimension plus nettement politique qui fait que ces syndicats interviennent et s'inscrivent pleinement dans le champ politique français, se comportant par certains côtés tout à fait comme une organisation politique. Nous avons indiqué pourquoi cette dimension politique ne saurait être décrite seulement par l'intervention extérieure des partis de gauche dans les syndicats, et résultait pour partie d'un fonctionnement interne du syndicat, et se trouvait donc intimement liée à la vie même du syndicat (cf PLS n° 12). Cela étant rappelé, quelles conséquences en découlent dans notre conception des rapports parti-syndicat ?

Tout d'abord, il faut indiquer que cette double dimension des organisations syndicales françaises, nous semble, comme nous l'avons précédemment rappelé, un phénomène suffisamment ancien, suffisamment enraciné dans l'histoire du mouvement ouvrier français, pour que l'on estime qu'il s'agit d'une donnée durable qu'il serait vain de nier ou de vouloir renverser, et qu'il faut l'intégrer non seulement à la tactique du Parti, mais fondamentalement à la vision stratégique que nous pouvons avoir du développement du processus révolutionnaire dans notre pays.

Certes, il nous est arrivé, et il nous arrivera encore de dénoncer en certaines occasions, quand il se produit, l'investissement des deux grandes organisations syndicales dans les querelles de l'union de la gauche, au point de transposer sur le plan syndical les divisions qui opposent les deux partis de gauche, ce qui a pour conséquence assez souvent de rendre la lutte revendicative dans les entreprises, plus difficile au moment même où l'offensive du gouvernement Giscard-Barre se fait plus pesante. Mais ce que nous visons dans ces cas-là, ce n'est pas le fait qu'il y ait une intervention des organisations syndicales sur le plan politique, mais bien plutôt la manière dont cette intervention s'effectue, surtout quand elle aboutit à épouser en fin de compte les contours de la querelle de l'union de la gauche.

Donc, le point de vue qui guide ce type de critiques, lorsque nous les adressons aux directions syndicales, ne saurait être assimilé à une conception visant à cantonner le syndicat dans la défense des revendications immédiates des travailleurs en lui faisant abandonner le champ politique au profit des partis politiques proprement dits. Ce n'est pas notre conception, et pas uniquement parce qu'il ne nous semblerait guère possible de la rendre opératoire dans les syndicats dans la période.

## Réfléchir les rapports parti-syndicat, en liaison avec les problèmes de la construction du socialisme

En effet, il nous semble qu'il faut voir, en positif, ce que cette spécificité des organisations syndicales françaises, leur configuration d'organisation à la fois politique et revendicative, peut apporter au développement du processus révolutionnaire dans notre pays, à l'édification du socialisme. Si dans les expériences antérieures de construction du socialisme, le jeu politique dans le camp du peuple s'est trouvé assez rapidement réduit au rapport du parti communiste avec les

masses, les autres formes d'organisation de masses devenant pour une bonne part des relais de cette relation parti-masse, favorisant, dans le meilleur des cas, l'application de la ligne de masse par le parti communiste, il nous semble que loin de constituer un principe de construction de socialisme, une telle structure a été engendrée par des conditions historiques assez précises, dans lesquelles la révolution s'est développée dans ces pays (degré de développement des forces productives, poids de la composante paysanne dans ces révolutions, limitation des formes politiques d'organisation des masses en dehors du parti communiste).

Une situation différente prévaut dans notre pays, pays impérialiste développé depuis le début du siècle, avec ce que cela implique tant du point de vue du haut degré de croissance des forces productives, que du point de vue de la structuration des différentes classes, couches sociales et forces sociales, que du point de vue aussi de l'expérience accumulée des masses, des formes d'organisations qu'elles se sont données dans leur lutte contre les classes exploiteuses. L'expérience de construction du socialisme dans notre pays se trouvera inévitablement marquée par ces caractéristiques, et seul un projet socialiste qui les prenne pleinement en compte pourra répondre aux exigences des masses et finalement être porté par leur mouvement.

Notre Parti en publiant le *Manifeste pour le Socialisme*, en 1977, a commencé à réfléchir à ces questions et à en débattre publiquement avec les travailleurs, insistant notamment sur la non confusion entre le rôle du parti communiste et les tâches de l'Etat socialiste, insistant notamment sur la nécessité que les masses anciennement exploitées exercent réellement, en tant que classe, le pouvoir et ne le délèguent pas, pas même au parti d'avant-garde. Il est nécessaire de poursuivre cette réflexion, et notamment d'indiquer comment le système politique en vigueur sous le socialisme pourra prendre en compte cette réalité que constitue l'existence d'une pluralité d'organisations dont les masses au cours de leur lutte contre le capitalisme se sont dotées, organisations à différentes dimensions, notamment politique et dont nombre de militants qui y adhèrent, inscrivent clairement leur action dans la perspective de la transformation socialiste de la société, comme par exemple, les organisations syndicales.

## Un facteur de cohésion

A notre sens, l'existence d'un tel complexe d'organisations intervenant dans le champ politique sous le socialisme, loin de constituer un facteur de confusion ou de fragilité de la société socialiste, peut et doit constituer un élément de cohésion de la société et de mobilisation des masses pour la construction du socialisme. Notre conception ne saurait se réduire à la seule existence de deux termes, d'un côté le parti communiste, mémoire collective du mouvement ouvrier qui resitue le moment de lutte présent dans la démarche d'ensemble de transition du capitalisme vers le communisme, de l'autre les masses populaires construisant le socialisme dont les choix et les orientations seraient débattues et fixées au sein des communautés de base.

Il y a ce troisième terme, cette masse de militants politisés, ce complexe d'organisations avec une dimension politique qui, sans adhérer aux principes et à la démarche qui guide l'action du parti communiste, peuvent sur la base de leur identité propre, participer activement de la construction du socialisme, mobiliser les masses, lutter contre les menaces de restauration du capitalisme, participer et animer les débats dont sont saisies les communautés de base. C'est ce complexe d'organisations, parmi lesquelles les syndicats, qui dans notre pays permettra, à notre sens, l'expérience socialiste. Et le rôle du parti communiste au sein de ce complexe, s'il est spécifique, ne se marquera ni par une politique d'élimination, ou d'assujettissement de ces organisations, ni par une volonté de capter le

débat et de faire du parti le seul lieu politique de discussion réelle.

Loin de renforcer la cohésion de la société socialiste de telles pratiques l'affaibliraient pour deux raisons. D'une part, inévitablement, elles limiteraient la base de mobilisation, le potentiel militant par lequel le projet socialiste pourrait être largement porté et débattu dans les masses, accroissant les risques de routines et de démobilité d'une partie des masses, une fois la période de grands affrontements contre la bourgeoisie passée. D'autre part, cela aboutirait à focaliser dans le parti, à l'état brut, l'ensemble des conflits de la société, le faisant dévier de son rôle, lui faisant courir de manière accrue le risque de conservatisme. C'est pourquoi notre point de vue, c'est que ce complexe, cette pluralité de formations, parmi lesquelles les syndicats, est un élément important de cohésion et de progression de la société socialiste.

Demeure une question décisive, c'est de quelle manière, comment un tel complexe d'organisation parviendra à suivre une même orientation, à faire progresser dans la même direction l'édification du socialisme malgré les inévitables conflits qui opposeront ses composantes. C'est le problème du rôle spécifique du parti, de la recherche et de la construction de l'hégémonie, problème qui ne concerne pas seulement la période de construction du socialisme, mais aussi la période qui précède, le processus d'accumulation des forces pour la révolution, car c'est dès maintenant que se trouve posé le problème de commencer à rassembler en un tout cohérent cet ensemble de forces qui demain œuvreront ensemble pour la construction du socialisme.

C'est dans cette perspective-là de recherche et de construction de l'hégémonie que les communistes réfléchissent le problème des rapports de leur parti avec les syndicats. Plus concrètement cela suppose dans notre démarche de réexaminer deux questions la manière dont le parti en tant qu'organisation sollicite les institutions syndicales d'une part, le travail propre des communistes à l'intérieur des syndicats d'autre part.

## Pratique de bloc ou construction de l'hégémonie

Sur le premier problème c'est-à-dire sur le type de relation que le parti communiste doit nouer avec l'institution syndicat, il nous semble que la démarche de recherche de l'hégémonie doit rompre nettement avec ce qui traditionnellement en France caractérise les relations entre les grandes institutions de gauche, et qui est illustré caricaturalement par la démarche du PCF en direction de ses partenaires potentiels, où ce parti ayant préalablement défini ses positions et ses propositions propres tente d'en faire accepter le maximum par ses partenaires. Ici la relation se résume essentiellement à une négociation et à la conclusion sur la base d'un rapport de force de compromis. Il s'agit d'une démarche partisane, d'une démarche de bloc, opposée à une démarche de construction de l'hégémonie.

Le type de relation que notre parti entend tisser avec les institutions syndicales est de nature différente, il ne les envisage pas comme un processus de ralliement même partiel à des positions et des propositions préalablement tranchées par le parti lui-même. Non, si le parti saisit effectivement l'institution syndicale d'un corps de proposition, il s'attache toujours à formuler des propositions ouvertes c'est-à-dire des propositions qui ne seraient pas à prendre ou à laisser, au mieux à négocier, mais des propositions qui sont par le débat ouvert, par la discussion, par la confrontation, dépassables. Force d'initiatives et de propositions, multipliant les lieux de débats le parti accepte que, quand il y a un enjeu, ses propositions se trouvent, du fait même de la dynamique créée par la confrontation, dépassées et transformées.

Il ne s'agit pas d'une démarche floue, où en fin de compte le parti serait prêt à sacrifier son identité propre et ses références, parce que dans le choix des propositions développées, dans la manière dont elles sont défendues, dans les propositions nouvelles reformulées, le parti se guide évidemment sur ses références et son orientation stratégique, mais il s'agit d'une démarche ouverte où le parti accepte de tester son pouvoir de conviction et de passer des compromis qui résultent non fondamentalement d'une négociation mais de l'état du débat et reflètent le degré d'avancée de nos partenaires, créant ainsi les conditions d'une dynamique nouvelle.

Sur le deuxième problème, le travail des militants communistes à l'intérieur des syndicats, il nous semble de la même manière que la démarche favorisant la construction de l'hégémonie ne saurait être celle consistant à considérer le syndicat fondamentalement comme un lieu dans lequel, en concurrence avec d'autres forces politiques, il s'agirait de recruter une clientèle, de faire passer le maximum de mots d'ordre et de positions du parti.

Même si une telle pratique est fort répandue, elle ne nous semble pas favoriser la construction de l'hégémonie. Non pas que les communistes s'interdisent de recruter à l'intérieur des syndicats ou de faire connaître leurs positions, de même qu'ils le font régulièrement dans leur travail en direction des masses déjà organisées ou non. Mais justement parce que le syndicat n'est pas simplement une organisation de masse, mais se trouve doté d'une dimension proprement politique, les communistes qui militent dans le syndicat, et qui possèdent en quelque sorte une double appartenance, y mènent un travail spécifique. Ils sont partie prenante du processus complexe de réflexion et de prise de position politique, propre à leur syndicat. Et ils y participent en y investissant les éléments d'analyse forgés par leur parti et en refusant de laisser mettre en cause leurs références idéologiques, ils le font en respectant la spécificité propre du syndicat, et l'identité propre sur laquelle est fondée l'organisation. Ainsi quand ils remettent en cause tel processus de décision de la direction confédérale, ou telle orientation qu'elle a adoptée, ils s'appuient d'une part sur les positions de leur parti, et d'autre part sur les éléments d'identités du syndicat qui contredisent l'orientation ou la décision adoptée. Et si d'une telle manière, ils contribuent à faire reculer les positions révisionnistes ou réformistes, à faire évoluer la position du syndicat, c'est toujours sur la base de la vie propre et du fonctionnement propre du syndicat qu'ils y parviennent.

Sur ces deux questions, on voit que la démarche qui est en œuvre ne vise pas à placer le syndicat sous la tutelle du parti, ou à y monopoliser des postes de direction dans le but d'imposer par des pratiques de bloc des décisions sans débat, sans respect de la vie interne du syndicat. C'est tout autre chose qui est en jeu. Il s'agit de jeter les bases du complexe de forces qui luttera et agira ensemble, dans la même direction, pour la construction du socialisme, il s'agit de faire surgir pas après pas un accord suffisamment solide entre ces différentes forces pour qu'elles en viennent à constituer un bloc cohérent. Un tel accord résulte effectivement d'un compromis, de l'état du débat et de la réflexion menés par ces différentes forces, séparément et ensemble. L'action des communistes tant dans leur relation de parti avec les syndicats, que dans leurs travaux à l'intérieur même des syndicats vise à rendre possible, et le meilleur possible, un tel accord.

Voilà sur le problème des rapports parti-syndicat, quelques éléments de la réflexion actuelle des communistes développée notamment sur la base de leur pratique révolutionnaire à l'intérieur des syndicats. Ils appellent la discussion et la poursuite de ce travail de réflexion.